PRÉFET
DE LA RÉUNION
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

LES CHIFFRES CLÉS

Édition 2026



ÉDITO

J'ai le plaisir de vous présenter la 5e édition des « Chiffres clés de La Réunion », produite par le Service Études Statistiques et Évaluation de la DEETS de La Réunion. Cette publication rassemble les principales données de référence sur l'économie, l'emploi, le travail, la cohésion sociale et la consommation, offrant une vision d'ensemble des dynamiques qui façonnent le territoire réunionnais.

Au 1er janvier 2026, La Réunion compte environ 910 990 habitants. Si la croissance démographique se poursuit à un rythme plus modéré qu'au cours de la décennie précédente, l'île conserve une population relativement jeune, tout en connaissant un vieillissement progressif.

Sur le plan économique, l'année 2025 marque un léger rebond de l'activité à La Réunion. Le produit intérieur brut (PIB) progresse de 1,1 % en volume, après une hausse limitée à 0,5 % en 2024. Cette croissance est notamment portée par les dépenses des administrations publiques (+2,5 %) et la consommation des ménages (+1,2 %). Le revenu disponible brut des ménages augmente de 1,5 % en volume, tandis que le revenu disponible par habitant progresse de 0,8 %.

L'emploi salarié poursuit sa progression (+0,4 % sur un an), à un rythme toutefois plus modéré que les années précédentes. Le marché du travail continue néanmoins de s'améliorer : le taux d'emploi des 15-64 ans atteint 54 % en 2025, tandis que le taux de chômage recule à 16 % de la population active. Malgré ces évolutions favorables, le chômage reste nettement supérieur à celui observé dans l'Hexagone (7,5 %), soulignant les défis persistants en matière d'accès à l'emploi.

Cette édition 2026 des « Chiffres clés de La Réunion » s'adresse aussi bien au grand public qu'aux acteurs institutionnels, économiques et sociaux. Elle constitue un outil de référence pour mieux comprendre les évolutions du territoire, éclairer les débats et contribuer à l'élaboration des politiques publiques au service des Réunionnais.
La publication est disponible sur le site de la DEETS de La Réunion : www.reunion.deets.gouv.fr.

Je remercie l'ensemble des contributeurs pour leur participation à la réalisation de cette nouvelle édition et vous souhaite une excellente lecture.

Arnaud POULY,
Directeur de la DEETS de La Réunion

SOMMAIRE

TERRITOIRE, POPULATION ET EMPLOI 7
La population réunionnaise 8
L'activité des Réunionnais 10
Le niveau de diplôme des Réunionnais 11
L'emploi des Réunionnais 12
La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages 13
Les minima sociaux 14
Le handicap et la dépendance 16
Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) 18
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE 21
Le produit intérieur brut (PIB) 22
Les entreprises réunionnaises 25
Les établissements 29
L'emploi associatif 30
MARCHÉ DU TRAVAIL 33
Le taux de chômage à La Réunion 34
Le taux d'emploi à La Réunion 38
Le taux d'activité à La Réunion 42
L'inactivité à La Réunion 47
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) 48
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) bénéficiaires de l'obligation d'emploi 55
POLITIQUE DE L'EMPLOI 57
Les dispositifs de politique d'emploi 58

Les contrats aidés....59
L'insertion par l'activité économique (IAE) 61
L'apprentissage 63
L'activité partielle 64
L'intérim 66
La formation 69
POLITIQUE DU TRAVAIL 73
Mesure d'audience et négociation collective....74
Les accidents du travail 76
Les maladies professionnelles....77
HÉBERGEMENT ET RÉINSERTION SOCIALE....79
Les logements sociaux 80
Le droit au logement 82
L'hébergement des personnes en difficulté....83
L'aide sociale à l'enfance (ASE) 86
La protection juridique des majeurs 88
ACTIVITÉ DES SERVICES DE LA DEETS DE LA RÉUNION....91
Le système de l'inspection du travail....92
La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie 96
L'activité des titres professionnels....98
Le service régional de contrôle (SRC) 100
La formation sociale et paramédicale....102
L'aide alimentaire....104
La politique de la ville....105
Le programme national FSE+ 2021-2027 109
Glossaire 111
Lexique....117

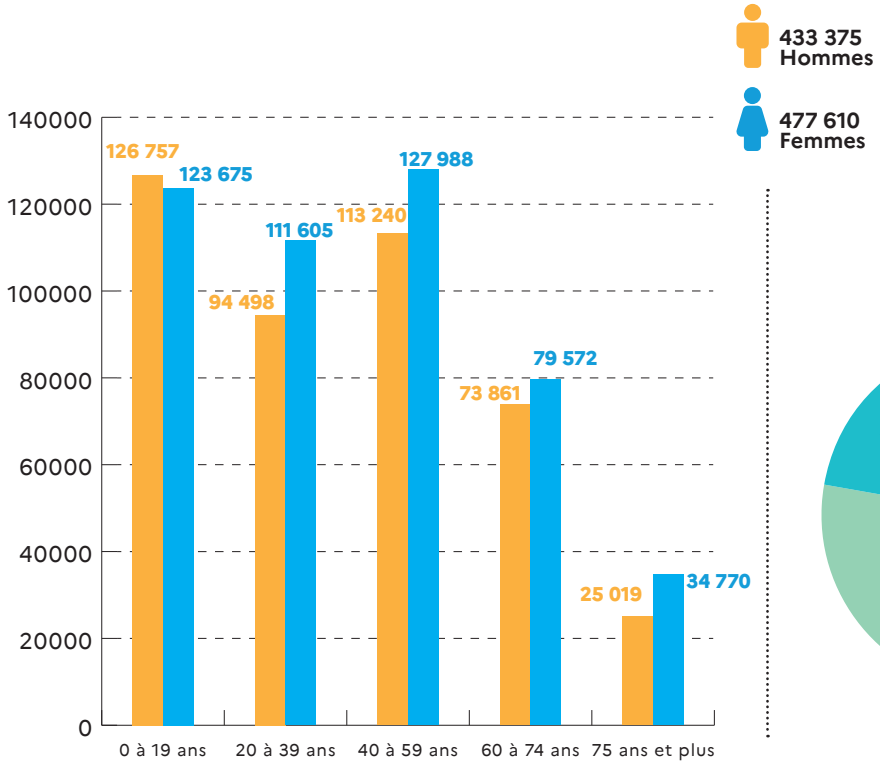




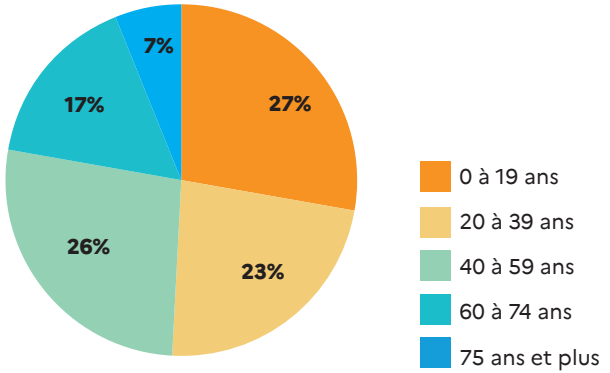
TERRITOIRE, POPULATION ET EMPLOI

La population réunionnaise

910 985
habitants à La Réunion au 1er janvier 2026



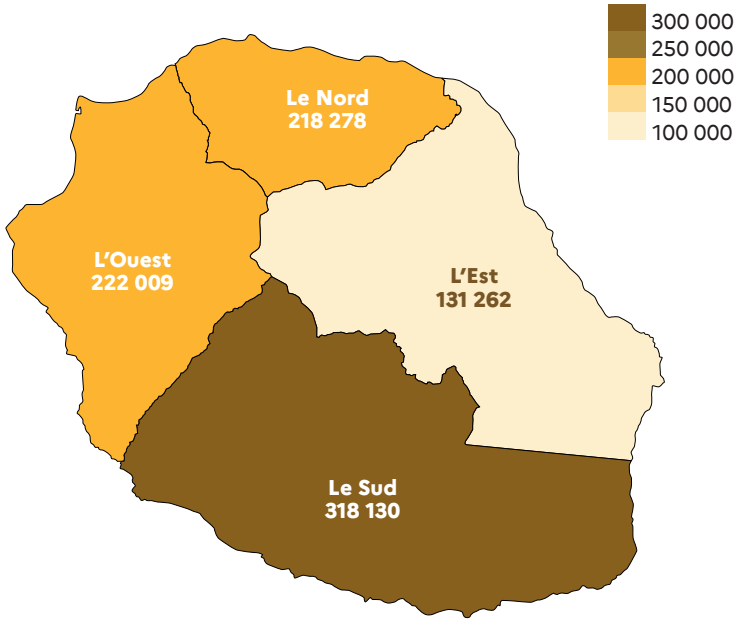
27% de la population a moins de 20 ans



Source : Insee - Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2025)

La population réunionnaise

Population municipale selon les zones d'emploi en 2023



Zone	Commune	Population municipale
L'Est	Bras-Panon	13 012
L'Est	La Plaine-des-Palmistes	6 936
L'Est	Saint-André	58 885
L'Est	Saint-Benoît	38 604
L'Est	Sainte-Rose	6 557
L'Est	Salazie	7 268
L'Ouest	La Possession	36 568
L'Ouest	Le Port	33 969
L'Ouest	Les Trois-Bassins	7 221
L'Ouest	Saint-Leu	36 163
L'Ouest	Saint-Paul	108 088
Le Nord	Saint-Denis	155 634
Le Nord	Sainte-Marie	37 093
Le Nord	Sainte-Suzanne	25 551
Le Sud	Cilaos	5 040
Le Sud	Entre-Deux	7 176
Le Sud	L'Étang-Salé	14 464
Le Sud	Le Tampon	82 579
Le Sud	Les Avirons	11 536
Le Sud	Petite-Île	13 067
Le Sud	Saint-Joseph	39 207
Le Sud	Saint-Louis	54 941
Le Sud	Saint-Philippe	5 082
Le Sud	Saint-Pierre	85 038

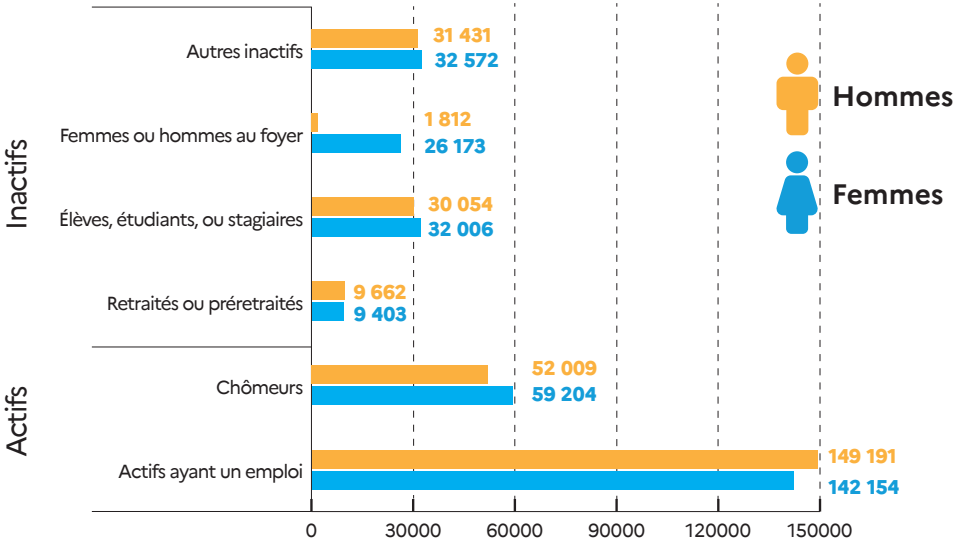
Source : Insee, recensement de la population 2023, exploitation principale, géographie au 01/01/2026

L'activité des Réunionnais

201 200 hommes actifs

201 358 femmes actives

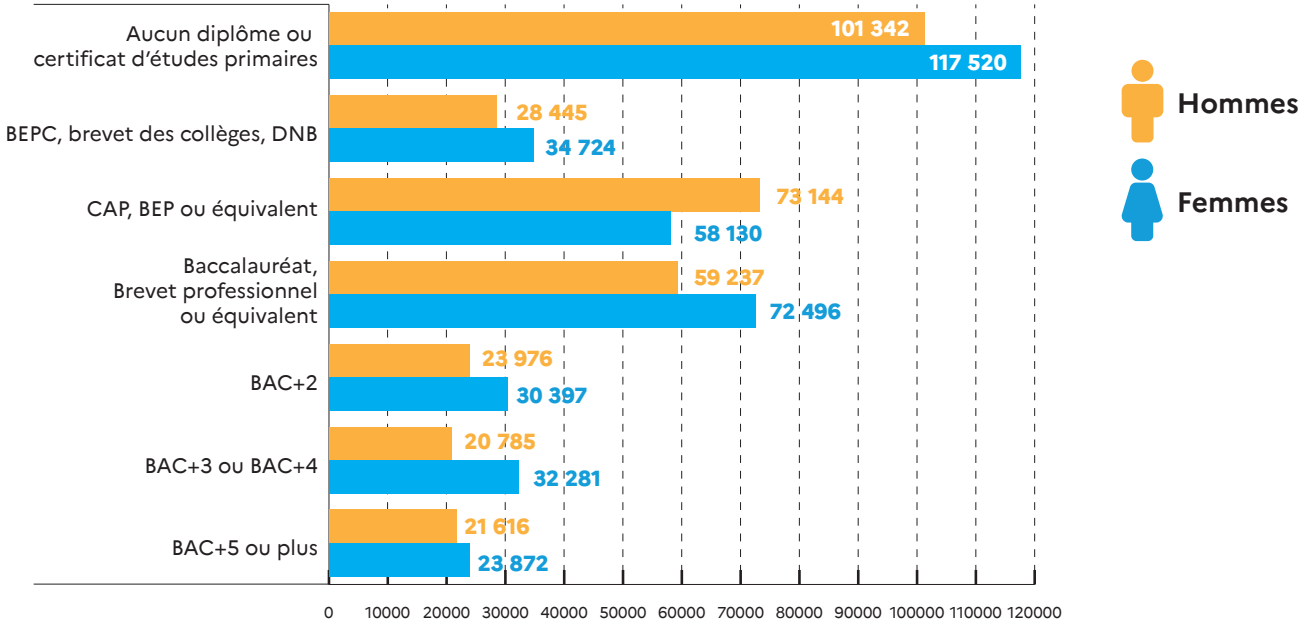
Population de 15 à 64 ans selon le sexe et le type d'activité en 2023



Source : Insee, recensement de la population 2023, exploitation principale, géographie au 01/01/2026

Le niveau de diplôme des Réunionnais

Population de 15 ans ou plus selon le niveau de diplôme et le sexe en 2023

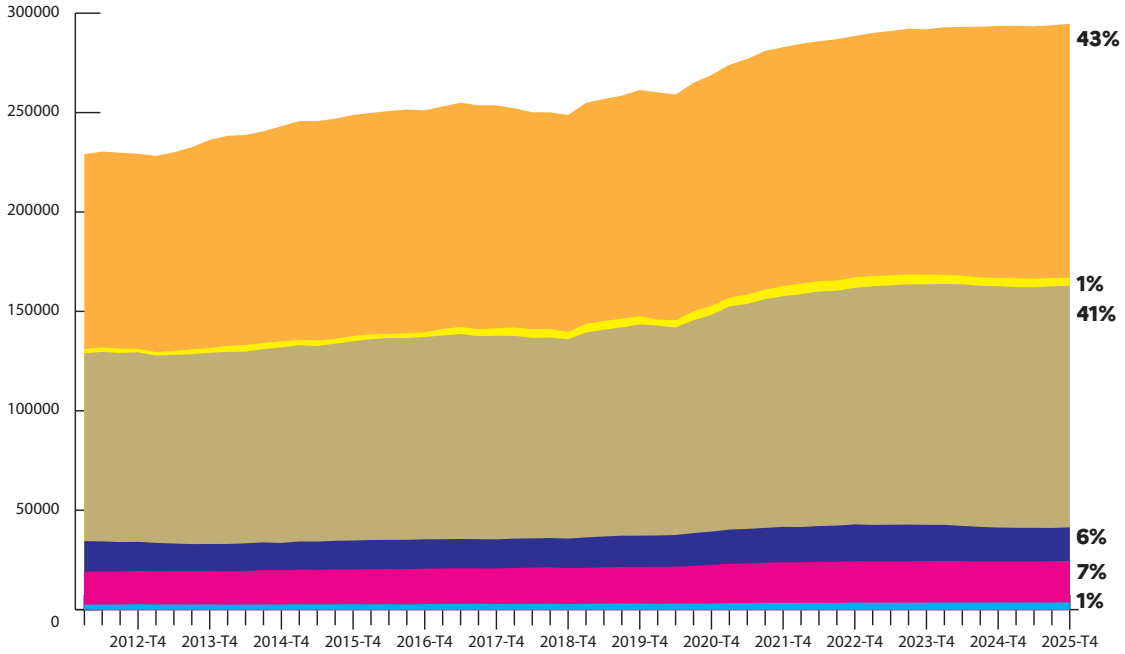


Source : Insee, recensement de la population 2023, exploitation principale, géographie au 01/01/2026

L'emploi des Réunionnais

294 625
emplois salariés au 4ème trimestre 2025

Estimations trimestrielles de l'emploi salarié à La Réunion par secteur d'activité (niveau A5) de 2012 à 2025

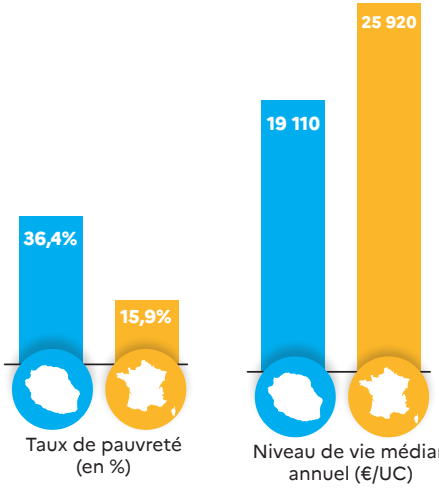


Champ : emploi salarié total

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares

La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages

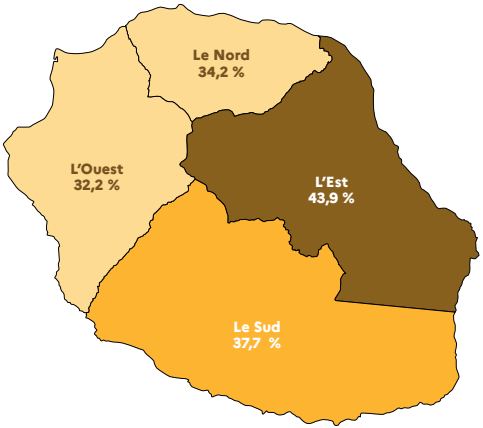
Indicateurs de pauvreté à La Réunion en 2023



Un taux de pauvreté de
36,4%
à La Réunion en 2023

*L'unité de consommation (UC) est un outil permettant de comparer le niveau de vie des ménages
en prenant en considération la taille et la composition du ménage.
Les calculs usuels sont les suivants : 1 UC est attribuée au premier adulte du ménage, 0,5 UC à chaque autre personne de 14 ans ou plus, et 0,3 UC à chaque enfant de moins de 14 ans.

Taux de pauvreté par zone d'emploi en 2023



Taux de pauvreté
- 40,0 % et 49,9 %
- 35,0 % et 39,9 %
- 32,0 % et 34,9 %

Décomposition du revenu disponible des ménages en 2023

	La Réunion	Hexagone
Part des revenus d'activité	74,3 %	72,4 %
Part des pensions, retraites et rentes	16,1 %	27,2 %
Part des revenus du patrimoine et autres revenus	8 %	12,2 %
Part de l'ensemble des prestations sociales	14,7 %	4,9 %
Part des impôts	-13 %	-16,7 %

Champ: ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Sources : Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2023, géographie au 01/01/2026

Les minima sociaux

Indicateurs du RSA et de la prime d'activité à La Réunion

Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 30/09/2025	**92 299**
dont :	
RSA majoré	13 984
Part de la population couverte	22,2%
Allocataires de la prime d'activité au 30/09/2025	**91 037**
dont :	
Prime d'activité majorée	6 424
Part de la population couverte	21,5%

Indicateurs des autres minima sociaux à La Réunion

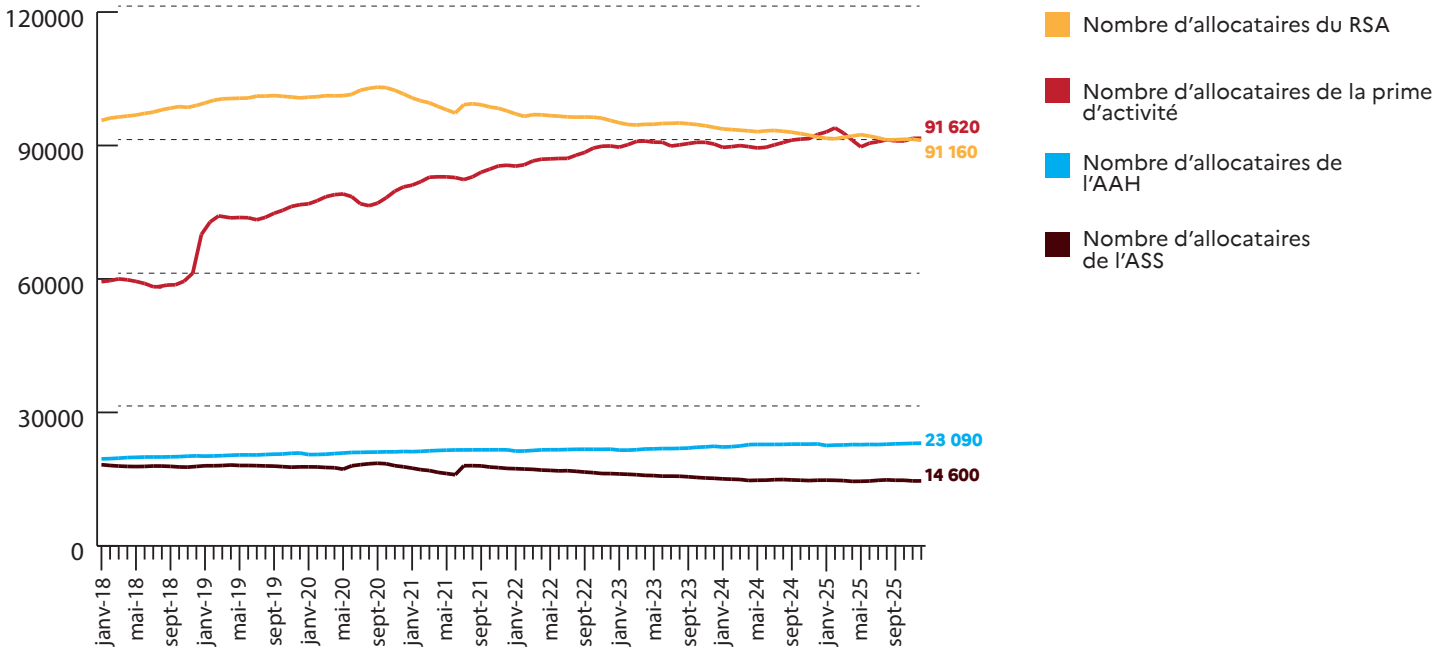
Allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31/12/2024	**14 764**
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans	2,6
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) ou de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31/12/2024	**29 570**
Allocataires de l'ASV ou de l'ASPA pour 100 personnes de 62 ans et plus	16,8
Bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (CSS) sans ou avec participation financière au 01/01/2025	**363 863**
Bénéficiaires de la CSS pour 100 personnes bénéficiaires du régime général	40,3
Allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31/12/2024	**22 912**
Allocataires de l'AHH pour 100 personnes de 20 à 64 ans	4,5

Note : Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence

Sources : Insee, CAF Réunion, CNAF, MSA, CNAM, CNAV, Estimation DREES, France Travail, fichier national des assedic

Les minima sociaux

Evolution mensuelle du nombre d'allocataires des minima sociaux entre 2018 et 2025 à La Réunion



Note : Les nombres d'allocataires sont arrondis

Source : CNAF, Allstat FR6

Le handicap et la dépendance

3%

de l'ensemble des salariés (en ETP) sont bénéficiaires de l'OETH en 2024

Les entreprises assujetties et l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH)

	2023	2024
Nombre d'entreprises assujetties	1 168	1 180
Effectifs salariés dans l'ensemble des entreprises assujetties (en équivalent temps plein)	77 674	78 887
Nombre théorique de travailleurs handicapés que les entreprises devaient employer*	4 078	4 145
Part de l'obligation attendue dans les effectifs assujettis (en %)**	5,3	5,3

nb : données provisoires.

* Le nombre de travailleurs handicapés que les entreprises ont l'obligation d'employer doit s'établir à 6% de leur effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure.

** Le taux de 6 % est théorique car, dans la pratique, l'arrondissement à l'unité inférieure fait baisser ce taux. Ainsi, par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 33 salariés, le calcul est le suivant : 6% x 33 = 1,98. L'obligation est d'une unité, soit 3% de l'assiette (c'est le cas limite).

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), dont le siège social est localisé sur le territoire.

Source : Dares, DSN - Sismmo, extraction fin juillet 2025 pour les années 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024

Le handicap et la dépendance

Les travailleurs handicapés dans les effectifs des entreprises assujetties, selon les trois modes de décompte*

	2023	2024
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	3 274	3 444
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein**	2 213	2 403
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	2,8	3
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein après majoration***	2 793	3 036
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein majoré (en %)	3,6	3,8

nb : données provisoires.

* Les travailleurs handicapés pris en compte sont ceux employés directement par les entreprises assujetties (c'est-à-dire hors ceux mis à disposition). Ils sont décomptés selon trois modes différents (en personnes physiques, en équivalent temps plein et en équivalent temps plein après majoration des travailleurs handicapés âgés d'au moins 50 ans).
** Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au proratadu temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance.
*** La majoration consiste à appliquer pour chaque travailleur handicapé âgé de 50 ans ou plus un coefficient de valorisation de 1,5 dans le calcul des effectifs de BOETH. Par exemple, une personne ayant travaillé à 80 % à compter du 1er juillet de l'année compte pour : [0,8*(6/12)]*1,5 = 0,6 équivalent temps plein.

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic).

Source : Dares, DSN - Sismmo, extraction fin juillet 2025 pour les années 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

En 2025, plus d'un habitant sur cinq à La Réunion habite dans un QPV

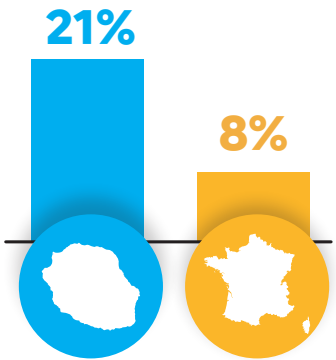


182 969 habitants dans



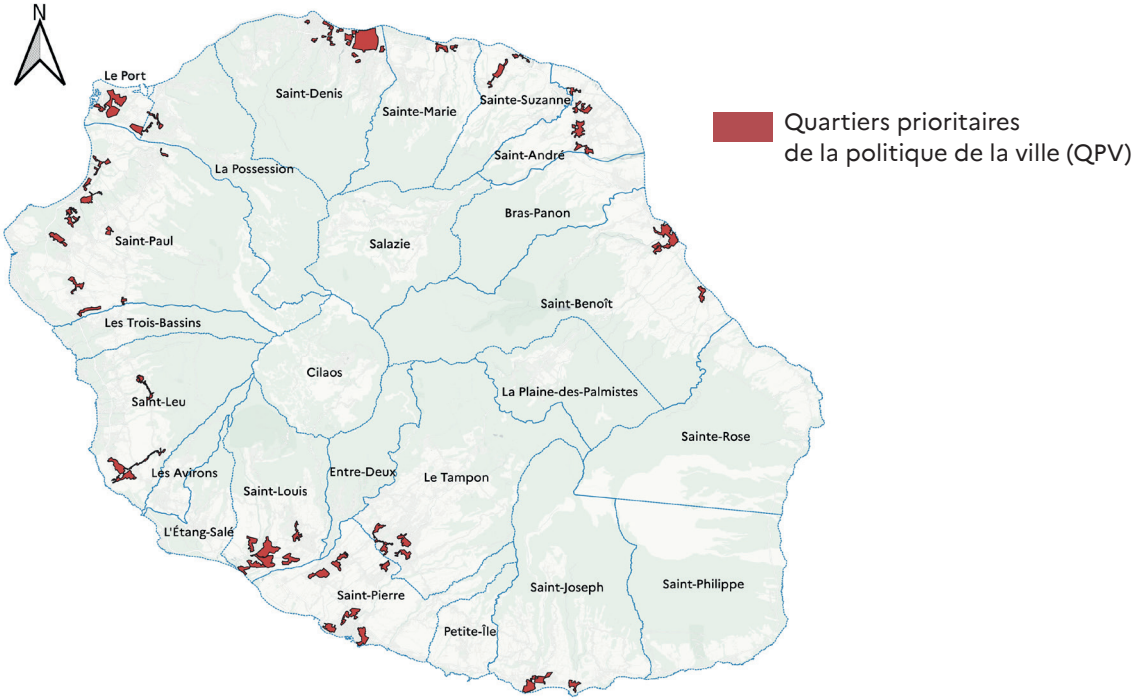
57 QPV

Part de la population vivant dans les QPV



Source : Insee, recensement de la population 2021

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)



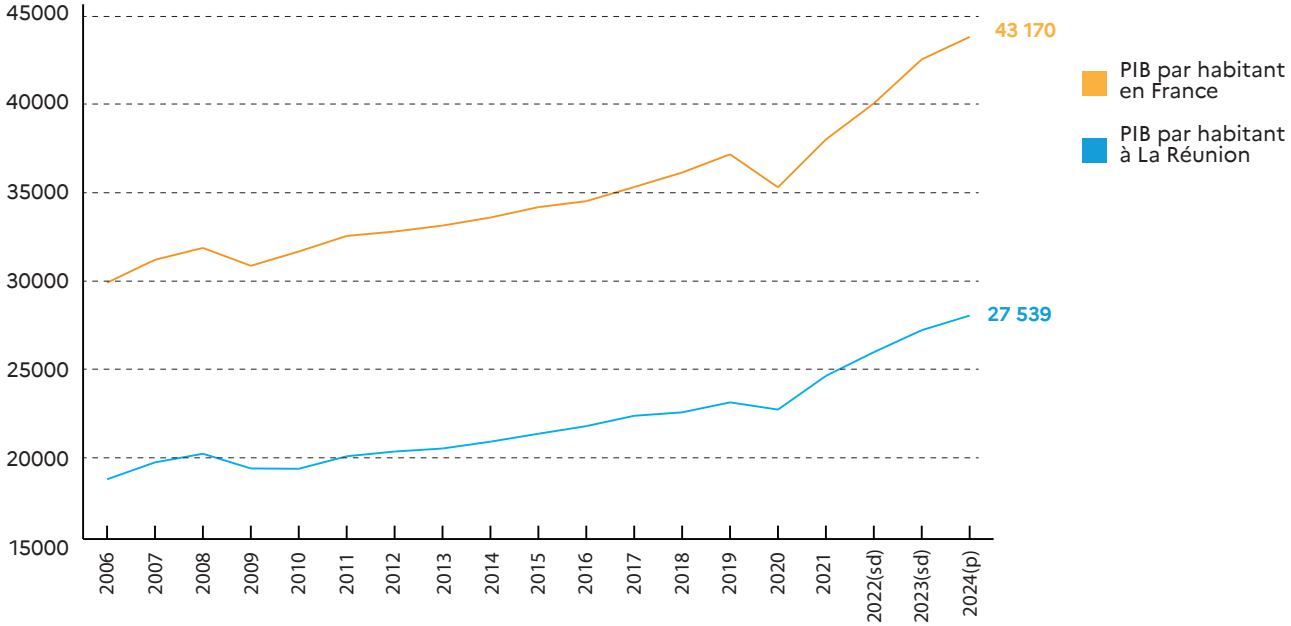
Source : SIG Ville
Traitement : SESE - DEETS de La Réunion



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le produit intérieur brut (PIB)

Un PIB par habitant de 27 539 € à La Réunion contre 43 170 € en France en 2024



(p) : résultats provisoires.
sd : Donnée semi-définitive

Source : Insee - Comptes régionaux base 2020, Estimations de population

Le produit intérieur brut (PIB)

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France (en %)



Sources : Insee, comptes nationaux et comptes régionaux définitifs jusqu'en 2022 (base 2020) ; Cerom, comptes rapides (2023-2025, base 2020).

Le produit intérieur brut (PIB)

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes (en milliards d'€)

	Valeur (en milliards d'€)
Produit Intérieur Brut	24,4
Consommation des ménages	15
Consommation des administrations publiques	10,7
Investissement	4,8
Importations	7,8
Exportations (y compris dépense des touristes)	1,1

Un PIB de

24,4* milliards d'€

à La Réunion en 2024

(*) estimation

Sources : Insee, Cerom, Comptes rapides (2023-2024).

Les entreprises réunionnaises

Répartition du nombre d'entreprises selon leur taille au 31 décembre 2023

	Nombre d'entreprises
Sans salarié	45 661
1 à 9 salariés	13 317
10 à 249 salariés	2 426
250 salariés ou plus	33
Total	**61 437**

	Chiffres d'affaires	Valeur ajoutée (VA)	Investissement	Part de la VA	Taux de marge des entreprises employeuses
	en millions d'euros			en %	
Sans salarié	3 742	1 638	488	17	-
1 à 9 salariés	7 582	2 500	269	26	30
10 à 249 salariés	18 387	4 410	1 249	46	25
250 salariés ou plus	3 675	964	539	10	23
Total	**33 386**	**9 512**	**2 545**	**100**	**27**

Champ : unités légales réunionnaises des secteurs principalement marchands hors agriculture et secteur financier

Source : Insee, Ésane 2023

Les entreprises réunionnaises

15 115

entreprises créées en 2025 à La Réunion

Au 4ème trimestre 2025,

4 692

entreprises créées à La Réunion

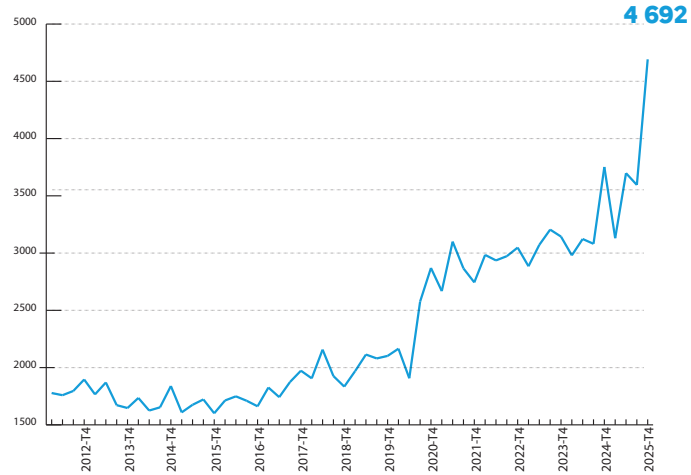
379

défaillances d'entreprises enregistrées

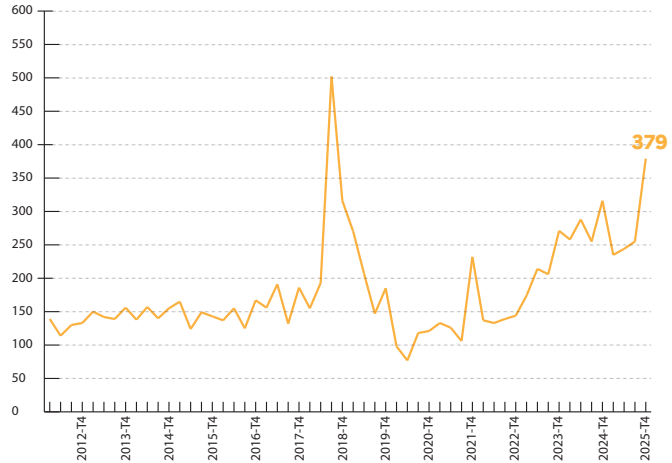
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

Les entreprises réunionnaises

Evolution trimestrielle du nombre de créations et de défaillances d'entreprises



Nombre de créations d'entreprises



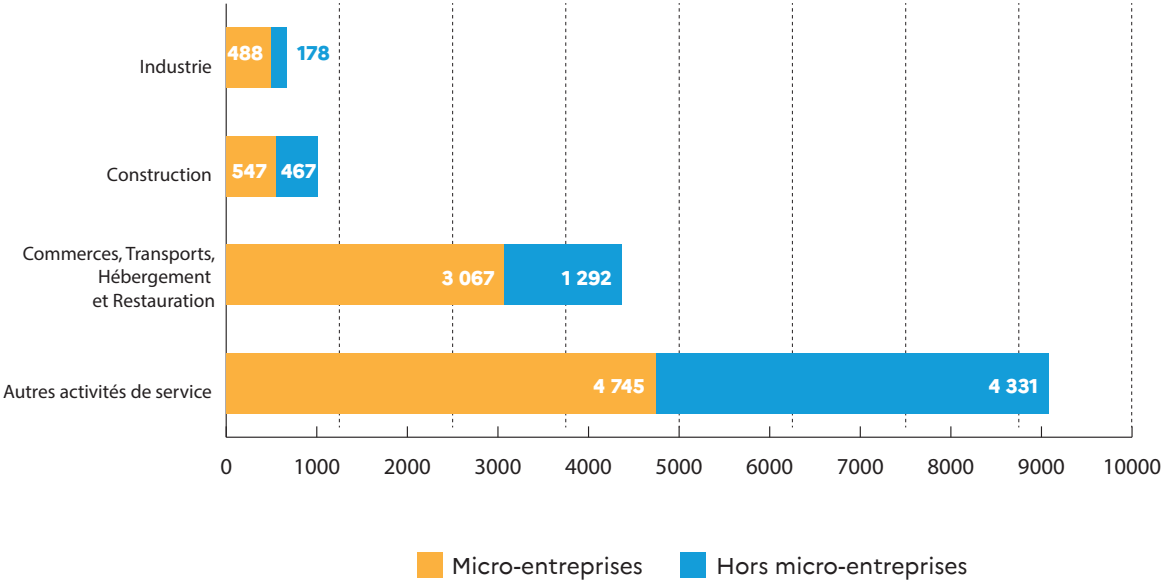
Nombre de défaillances d'entreprises par date de jugement

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS) pour les créations d'entreprises, données brutes pour les défaillances.
Champs : Secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

Les entreprises réunionnaises

Répartition des créations d'entreprises selon le secteur d'activité à La Réunion en 2025



Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

Les établissements réunionnais

Répartition du nombre de salariés et d'établissements selon les zones d'emploi en 2024

	Etablissements employeurs actifs en fin 2024			Salariés actifs en fin 2024		
Zone d'emploi	Nombre	% Particuliers employeurs	% Etablissements publics	Nombre	Equivalent temps plein (ETP)	% Publics (ETP)
L'Est	7 393	51%	2%	30 941	24 643,7	37%
L'Ouest	18 362	58%	1%	82 253	65 587,1	24%
Le Nord	16 389	54%	2%	109 471	89 774,1	38%
Le Sud	28 197	64%	1%	98 436	73 081,5	33%
La Réunion	**70 341**	**59%**	**1%**	**321 101**	**253 086,3**	**33%**

Répartition du nombre d'établissement selon les zones d'emploi et les secteurs d'activité en 2024

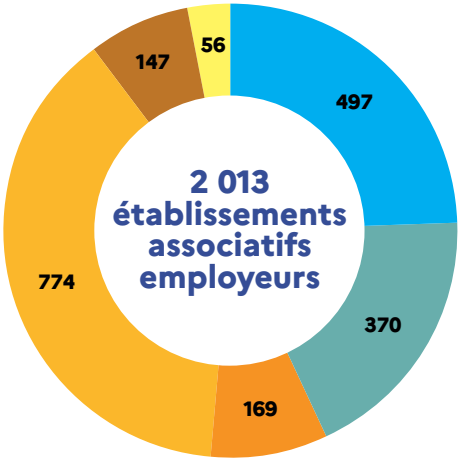
Variable	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Autres services marchands	Services non marchands
L'Est	314	286	600	636	4 108	1 449
L'Ouest	213	629	741	1 518	12 060	3 201
Le Nord	122	411	695	1 516	11 157	2 488
Le Sud	699	797	1 202	2 129	17 516	5 854
La Réunion	**1 348**	**2 123**	**3 238**	**5 799**	**44 841**	**12 992**

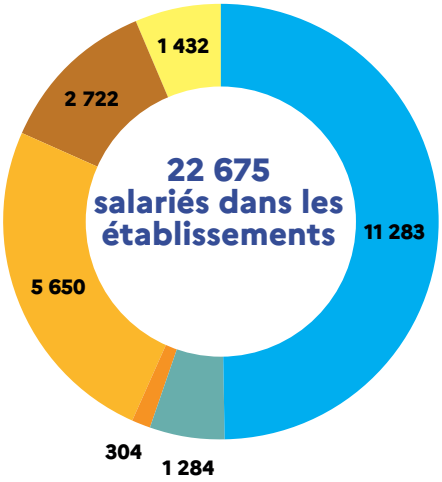
Champ : Les effectifs sont présentés en fin d'année et tous les postes de l'établissement sont pris en compte. Les établissements de la défense sont exclus (salariés civils et militaires).
Un établissement est inclus dans le fichier s'il a eu au moins un salarié pendant l'année N ou N-1.
NB: Il se peut que le secteur d'activité de l'établissement ne soit pas renseigné dans la base
Les particuliers employeurs sont inclus dans la base

Source : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié)

L'emploi associatif

L'emploi associatif à La Réunion à la fin de l'année 2024





Action sociale
Activités sportives, récréatives et de loisirs
Arts, spectacles et activités créatives
Autres établissements associatifs
Enseignement
Santé humaine

Part de l'emploi associatif en ETP sur l'emploi total en 2024

7,2%

Champ : ensemble des associations qui ont au moins un salarié durant l'année 2024

Source : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié)


CV
EMPLOI

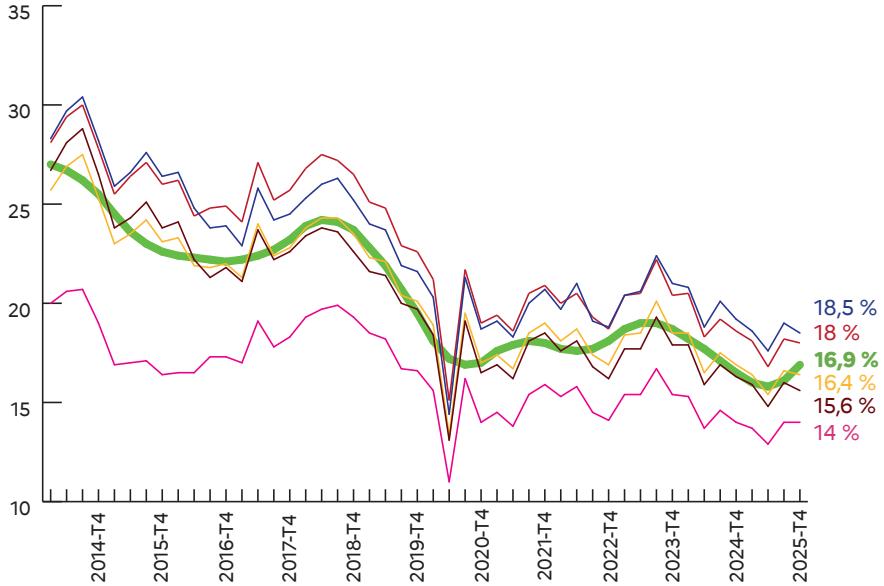
MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage à La Réunion

Un taux de chômage de
16,4%
au 4e trimestre 2025

- La Réunion (taux lissé)
- La Réunion
- Le Sud
- Le Nord
- L'Ouest
- L'Est

Evolution trimestrielle du taux de chômage à La Réunion selon les zones d'emploi



Notes : données trimestrielles CVS.
Avertissement : dans les DOM, contrairement aux départements de l'Hexagone, les séries de taux de chômage localisés sont directement issues d'une enquête par sondage. En conséquence, une part d'aléa est susceptible d'introduire du bruit à court terme dans les données. Dans les notes de conjoncture régionales, les séries de taux de chômage localisés sont ainsi complétées par des séries lissées représentant la tendance annuelle sous-jacente. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé

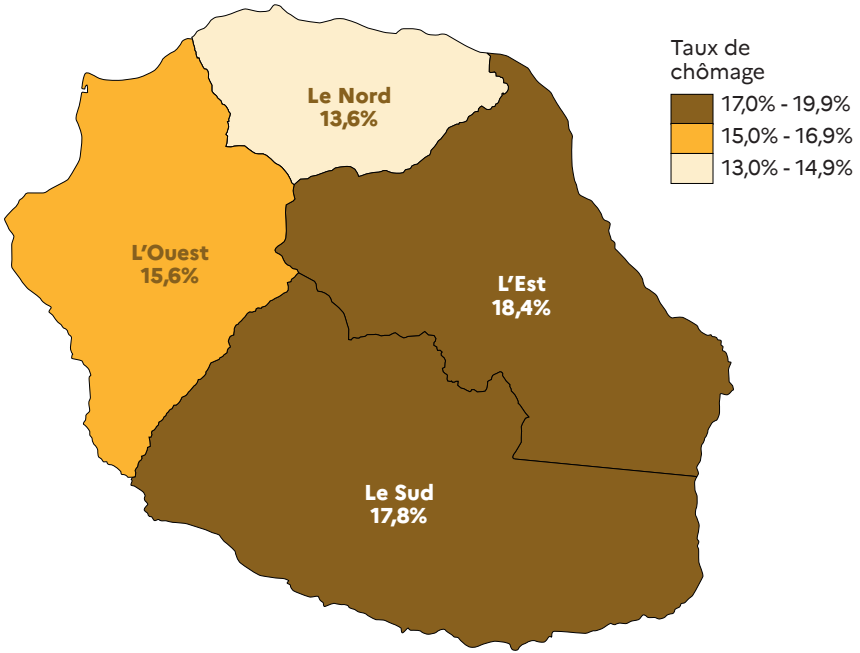
Le taux de chômage à La Réunion

Un taux de chômage annuel de

16,2%

en moyenne en 2025

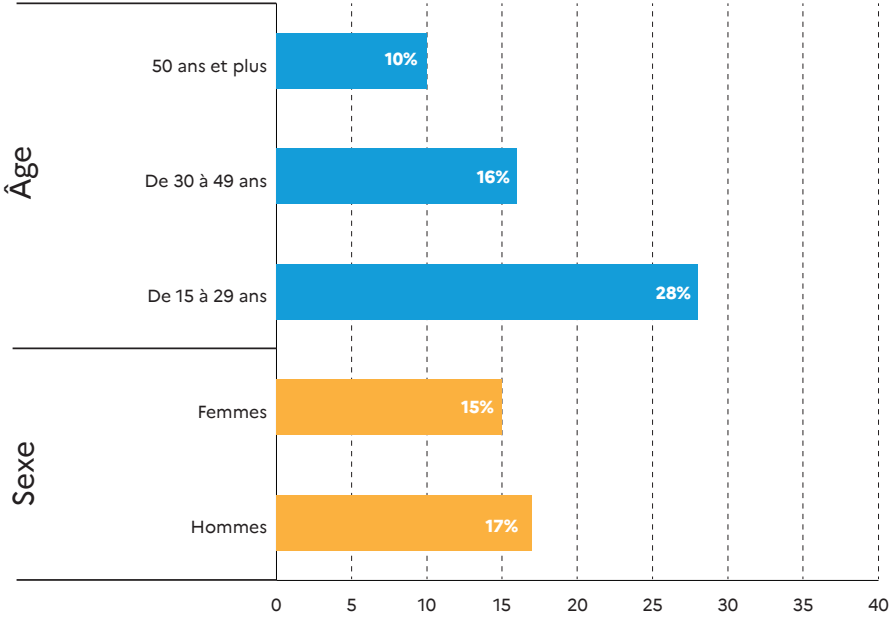
Taux de chômage annuel moyen 2025



Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé

Le taux de chômage à La Réunion

Taux de chômage au sens du BIT, selon le sexe et l'âge en 2025

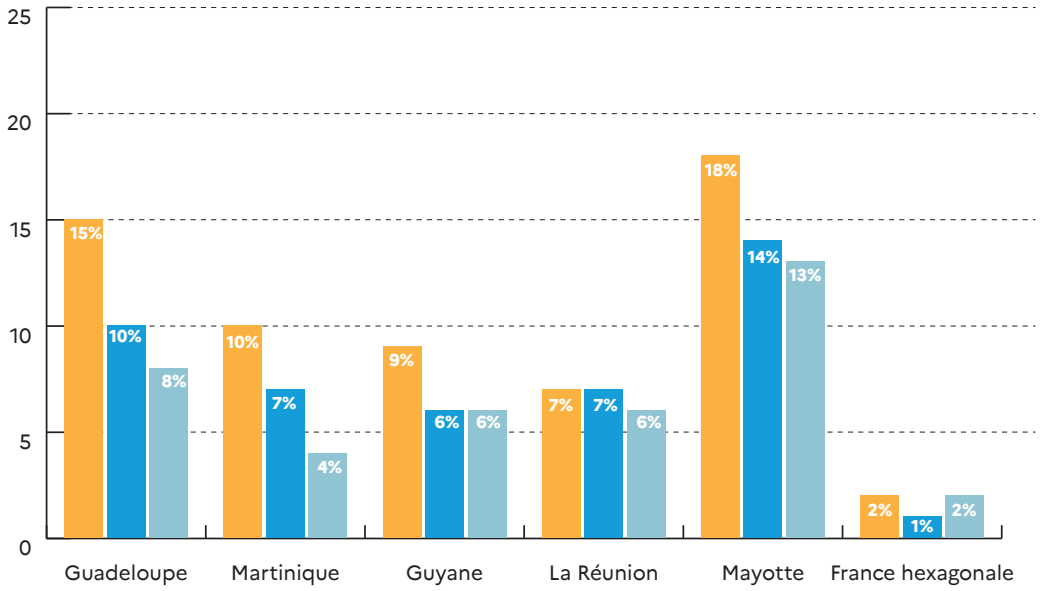


Note : En 2021, l'enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de se conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs et aux nouveaux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par Internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux de chômage à La Réunion

Taux de chômage de longue durée* (d'au moins un an) en 2025



Un taux de chômage de longue durée de 7% en moyenne en 2025

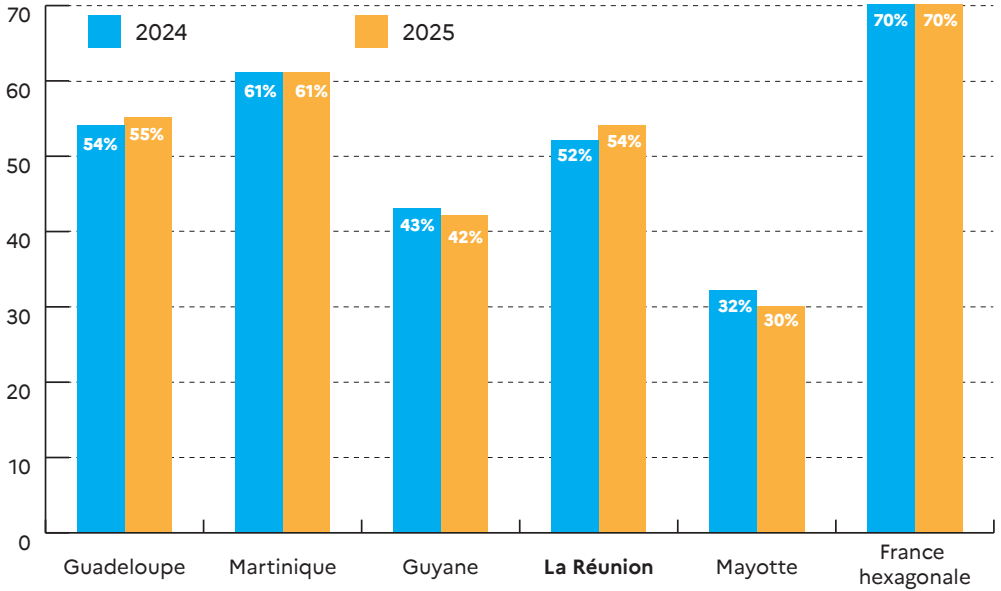
* Un chômeur de longue durée est un chômeur au sens du BIT qui déclare ne pas avoir d'emploi et en chercher un depuis douze mois au moins.

Source : Insee, enquête Emploi.

Le taux d'emploi à La Réunion

Un taux d'emploi en augmentation à La Réunion mais qui reste plus faible par rapport aux Antilles et à la France hexagonale

Taux d'emploi des 15-64 ans en 2024 et 2025

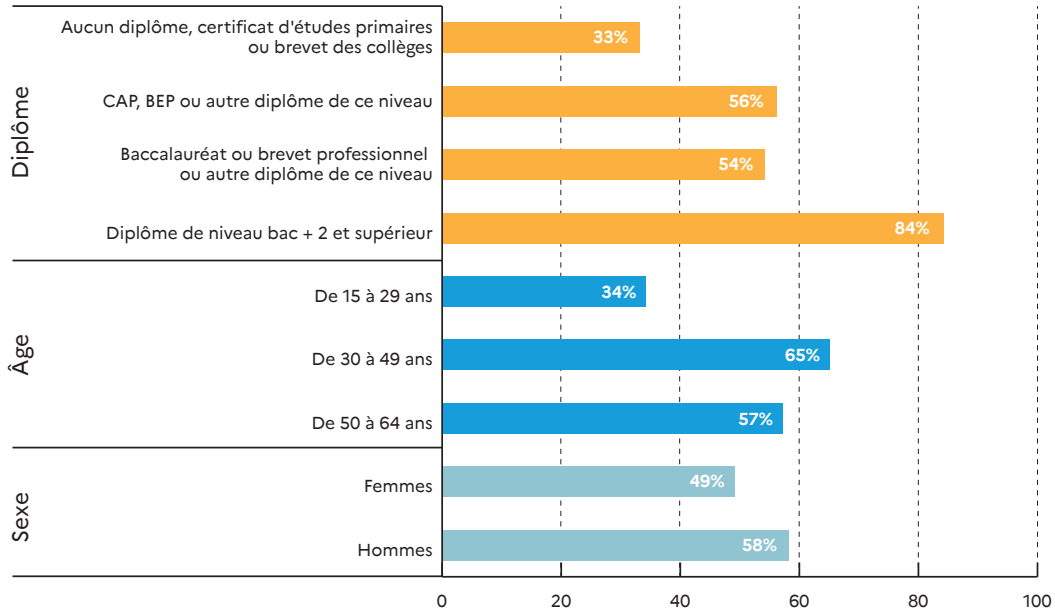


Lecture : À La Réunion, en 2025, le taux d'emploi des 15-64 ans s'élève à 54%, soit une augmentation de 2 points par rapport à 2024.
Champ : personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'emploi à La Réunion

Taux d'emploi selon le sexe, l'âge et le niveau de diplôme des Réunionnais en 2025

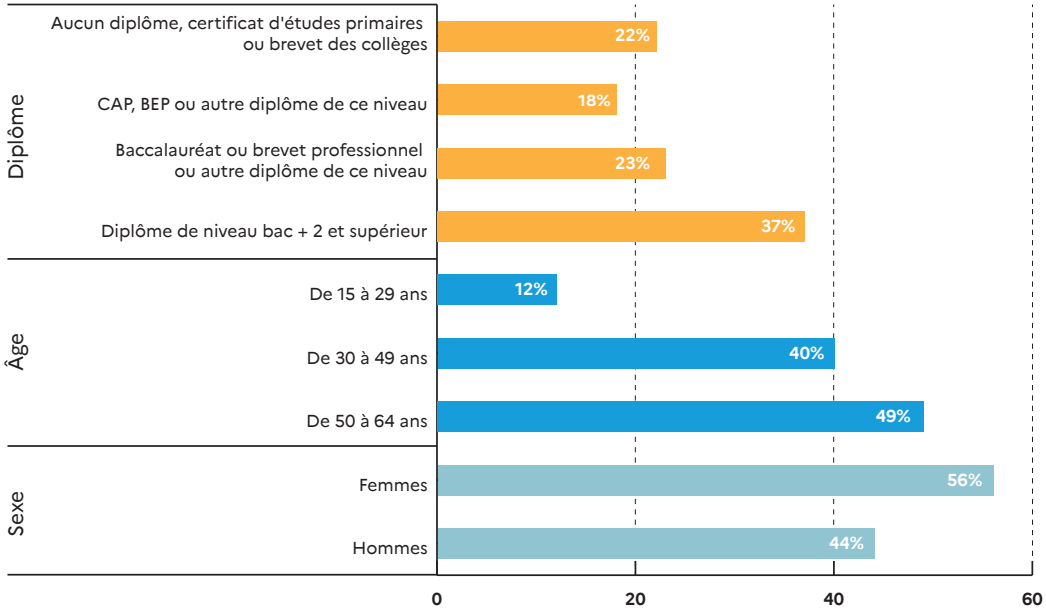


Lecture : À La Réunion, en 2025, 84% des Réunionnais qui ont un diplôme de niveau bac+2 et supérieur occupent un emploi.
Champ : personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans

Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'emploi à La Réunion

Caractéristiques des Réunionnais actifs en emploi en 2025

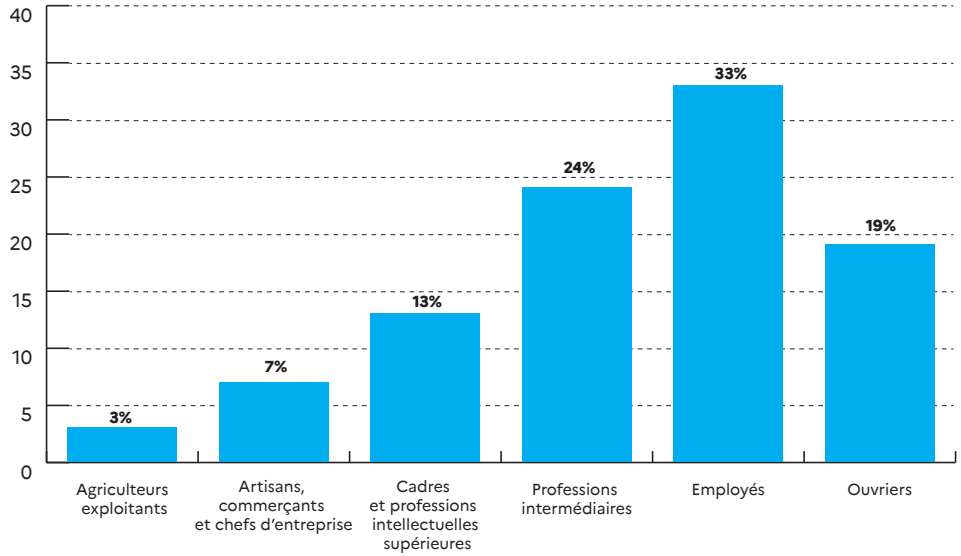


Lecture : À La Réunion, en 2025, 37% des personnes de 15 ans ou plus en emploi ont un diplôme de niveau bac+2 et supérieur
Champ : personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus

Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'emploi à La Réunion

Catégories socioprofessionnelles des personnes en emploi en 2025

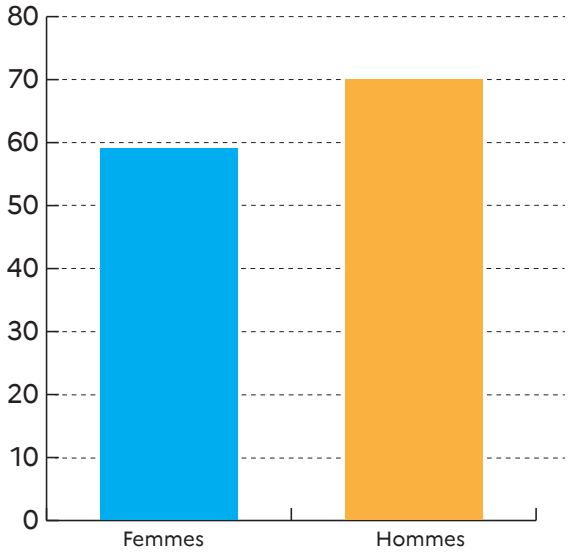


Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus

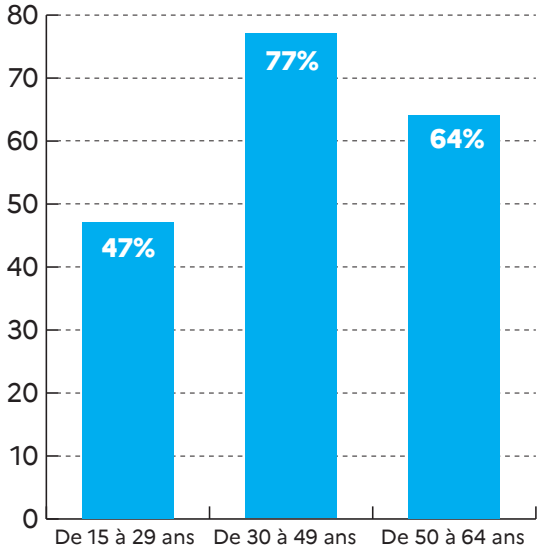
Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'activité à La Réunion

Taux d'activité des 15-64 ans selon le sexe en 2025



Taux d'activité des 15-64 ans selon l'âge en 2025



Note : En 2021, l'enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de se conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs et aux nouveaux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par Internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

Source : Insee, Enquête Emploi

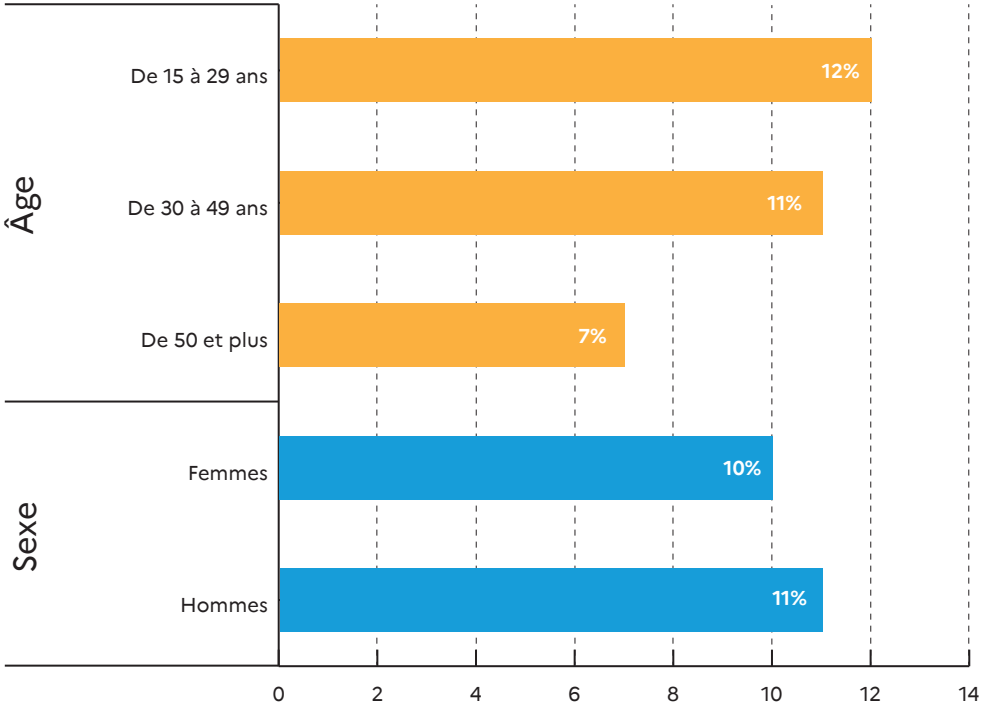
Le taux d'activité à La Réunion

10%
des Réunionnais âgés de 15 à 64 ans sont dans le halo du chômage en 2025

Lecture : à La Réunion en 2025, 11 % des femmes de 15 à 64 ans sont dans le halo autour du chômage.

* Le halo du chômage est composé de personnes sans emploi qui, soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler, soit n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent mais souhaitent travailler, qu'elles soient disponibles ou non.

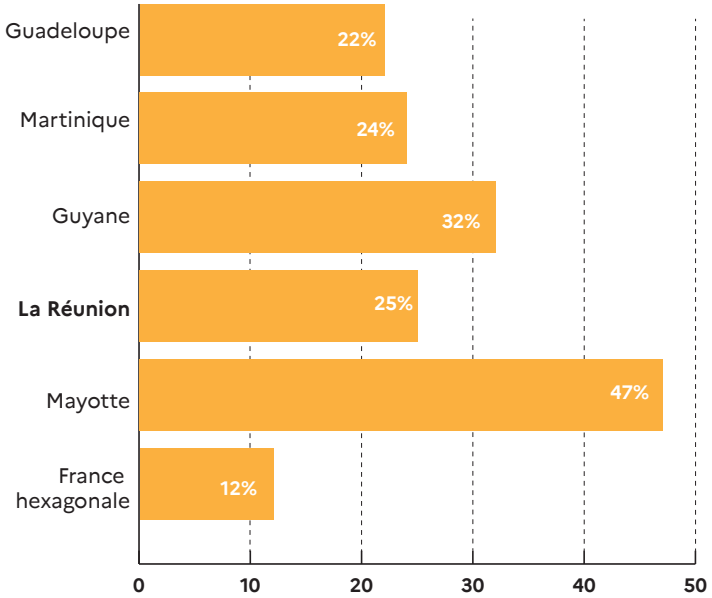
Répartition du halo du chômage selon le sexe et l'âge en 2025 sur la population des 15-64 ans



Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'activité à La Réunion

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi ni en études, ni en formation (NEET) en 2025

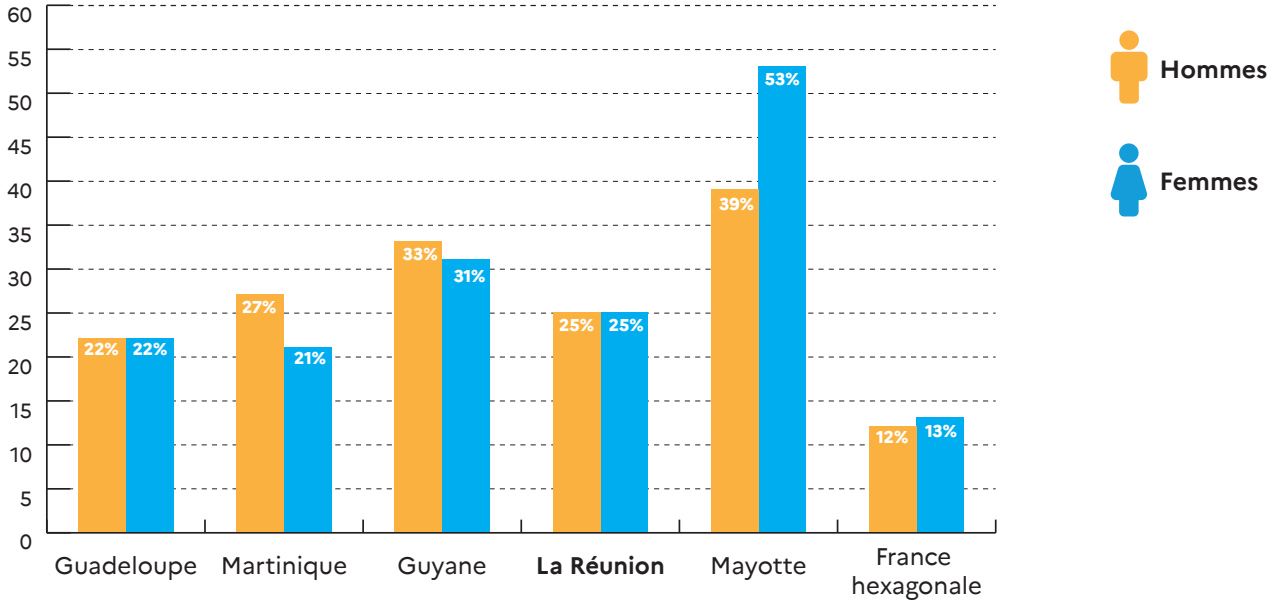


Lecture : À La Réunion, en 2025, 25 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation.
Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'activité à La Réunion

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi ni en études, ni en formation (NEET) selon le sexe en 2025

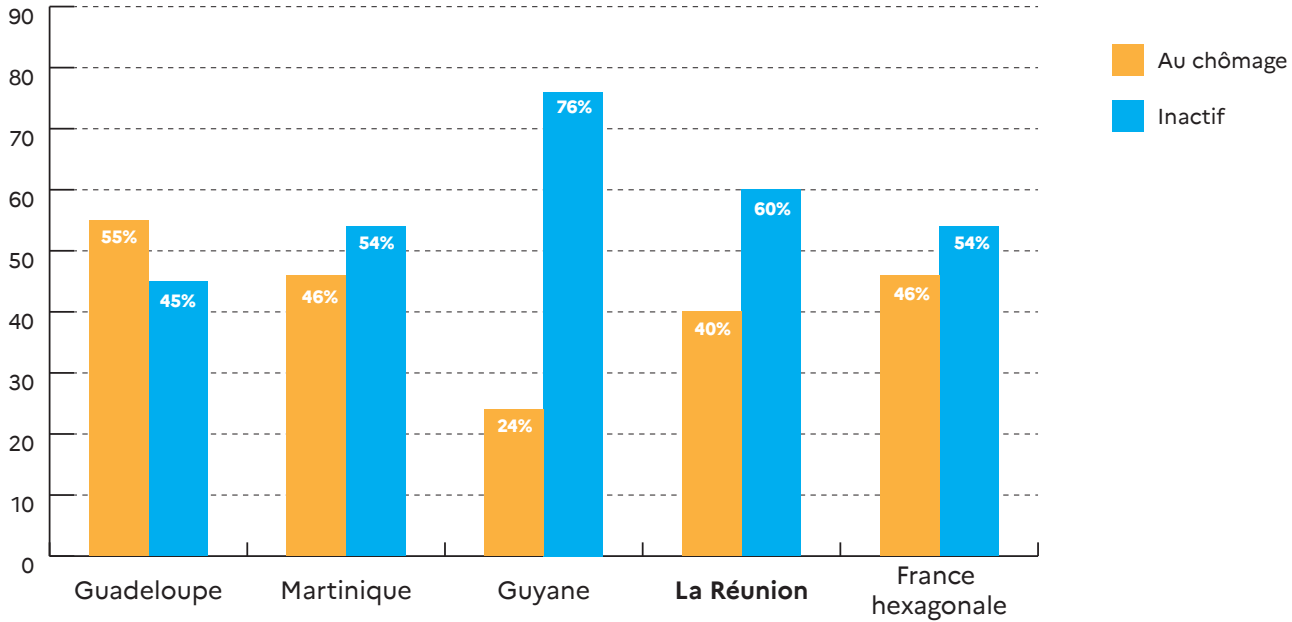


Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, Enquête Emploi

Le taux d'activité à La Réunion

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi ni en études, ni en formation (NEET) selon l'activité en 2025



Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, Enquête Emploi

L'inactivité à La Réunion

Répartition des personnes inactives au sens du BIT de 15 à 64 ans, par âge, diplôme et souhait de travailler, selon le sexe, en 2025 (en %)

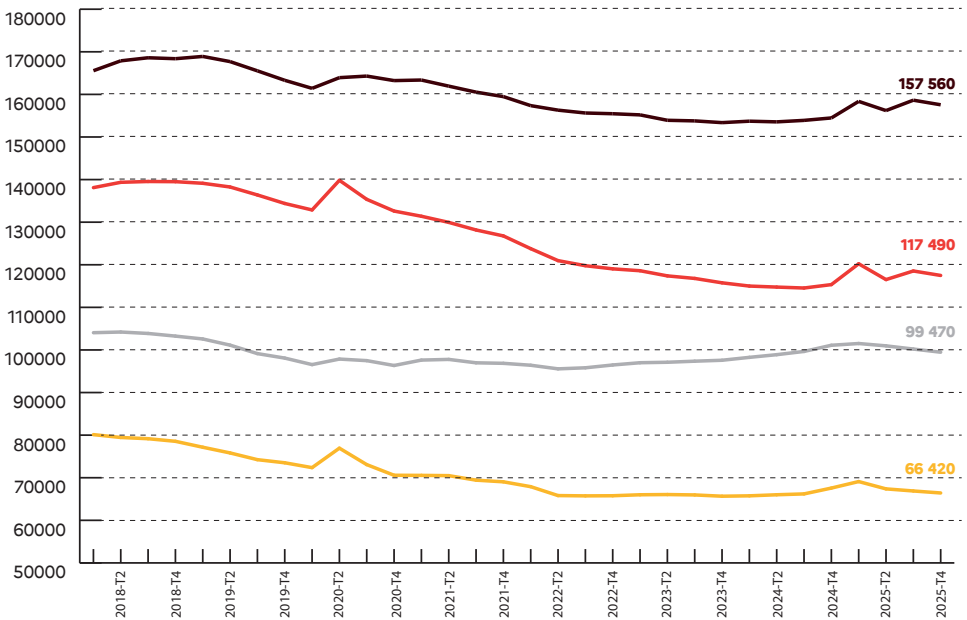
	Ensemble (15 à 64 ans)	Hommes	Femmes
Ensemble	100	100	100
Âge			
De 15 à 29 ans	42	45	39
De 30 à 49 ans	25	22	27
50 ans et plus	33	33	34
Diplôme			
Diplôme de niveau bac + 2 et supérieur	7	6	7
Baccalauréat ou brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	19	17	19
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	16	18	15
Aucun diplôme, certificat d'études primaires ou brevet des collèges	59	59	59
Souhaite travailler, a recherché un emploi ou en a déjà un*	28	32	26
Ne souhaite pas travailler	72	68	74
dont :			
Fait des études ou suit une formation	36	41	33
A des problèmes de santé	23	26	22

*Note méthodologique enquête emploi continu (EEC) page 8

Source : Insee, Enquête Emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Evolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi à La Réunion



DEFM de catégorie ABC

DEFM de catégorie A

DEFM de catégorie ABC (Hors RSA et ML*)

DEFM de catégorie A (Hors RSA et ML*)

Avertissement loi plein emploi

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.
Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme (séries hors RSA et jeunes en ML) sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail.

(*) Séries hors bénéficiaires du RSA et les jeunes suivis par les missions locales

Source : France travail - Dares, STMT données CVS 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

209 910 demandeurs d'emplois inscrits fin 2025, dont :

115 320
en catégorie A

16 430
en catégorie B

26 040
en catégorie C

8 110
en catégorie D

11 960
en catégorie E

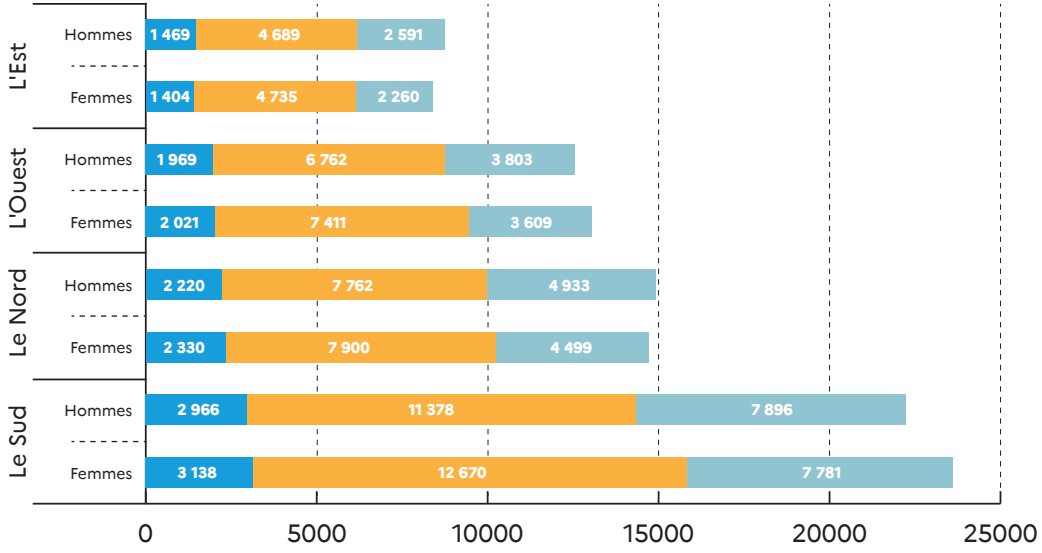
2 470
en catégorie F

29 580
en catégorie G

Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Nombre moyen de DEFM de catégorie A à La Réunion selon le sexe et l'âge en 2025



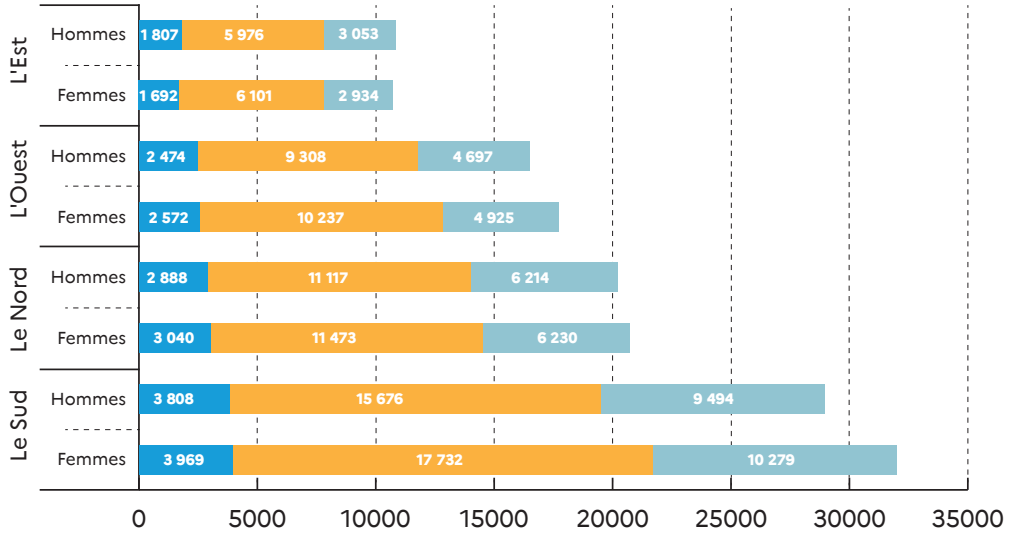
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en moyenne par zone d'emploi à La Réunion en 2025

L'Est	17 148
L'Ouest	25 575
Le Nord	29 644
Le Sud	45 829

Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC à La Réunion par zone d'emploi en 2025



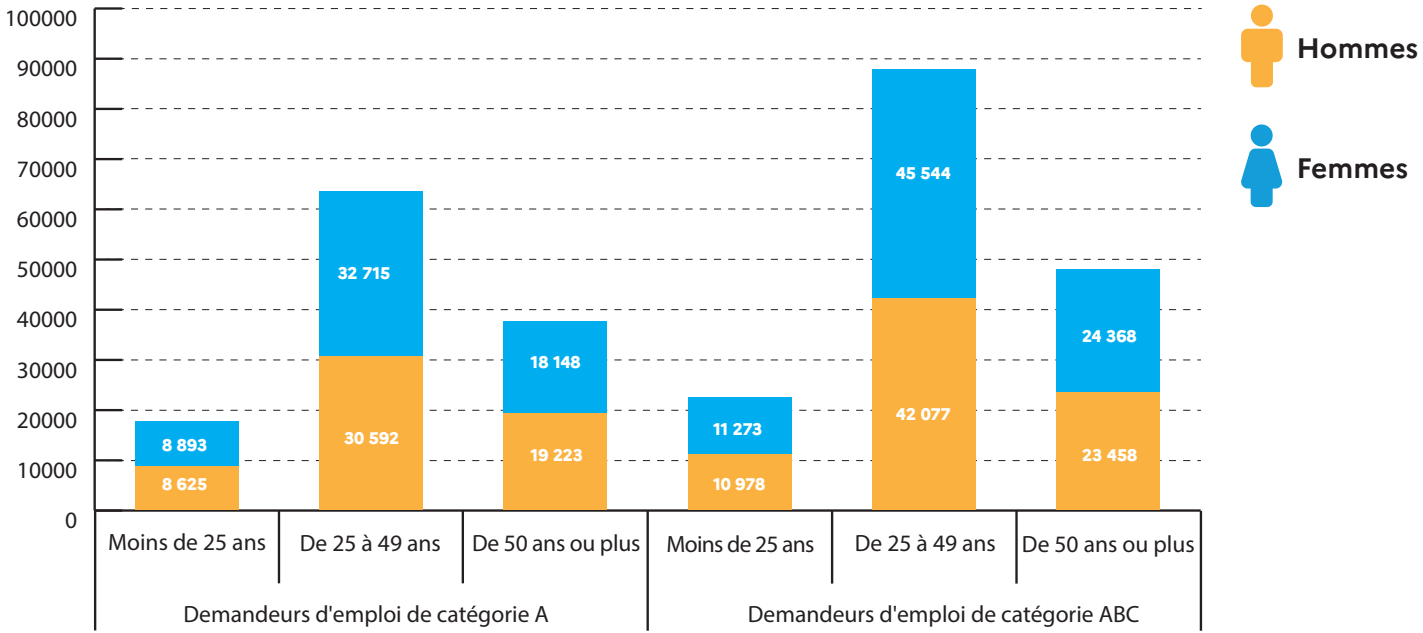
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC par zone d'emploi à La Réunion en 2025

L'Est	21 563
L'Ouest	34 213
Le Nord	40 962
Le Sud	60 958

Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Nombre moyen de DEFM de catégorie A et ABC à La Réunion selon le sexe et l'âge en 2025



Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

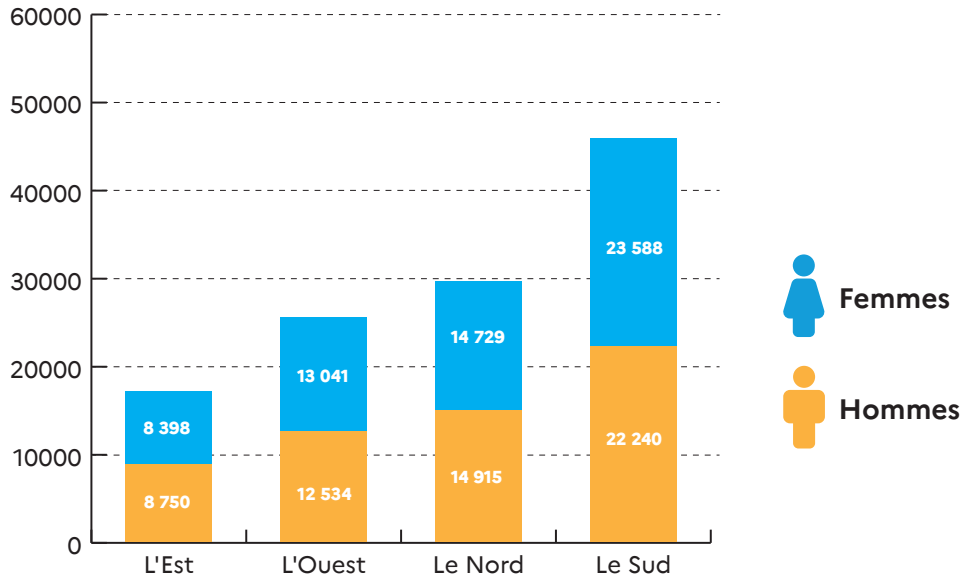
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

En moyenne, en 2025

118 195

demandeurs d'emploi de catégorie A

Nombre moyen de DEFM de catégorie A à La Réunion selon le sexe et par zone d'emploi en 2025



Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

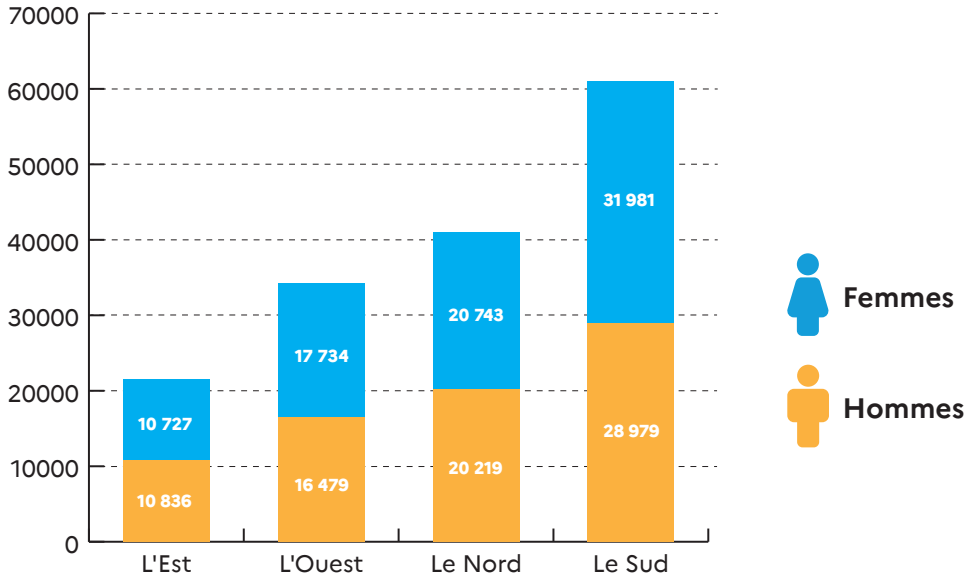
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

En moyenne, en 2025

157 698

demandeurs d'emploi de catégorie ABC

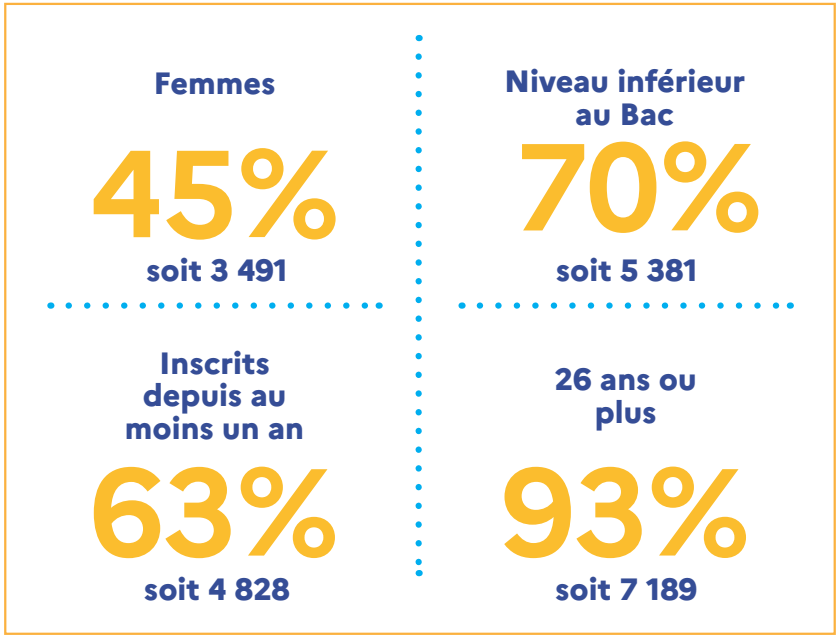
Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC à La Réunion selon le sexe et par zone d'emploi en 2025



Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC à La Réunion bénéficiaires de l'obligation d'emploi en 2025



Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2025, traitements Dares - Deets de La Réunion





POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les dispositifs de politique de l'emploi

Nombre d'entrées des différents dispositifs de la politique de l'emploi à La Réunion en 2025

	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	La Réunion
Contrats aidés					
CUI-CIE	311	3	0	0	**314**
CUI-PEC	2 036	1 082	3 591	3 245	**9 954**
IAE	1 493	1 269	1 191	1 034	**4 987**
Alternance					
Apprentissage	2 363	2 389	5 628	3 747	**14 127**
Apprentissage privé	*2 350*	*2 376*	*5 541*	*3 668*	***13 935***
Accompagnement des jeunes					
CEJ	2 300	1 812	2 273	1 641	**8 026**
PACEA après CEJ	1 071	1 230	1 795	1 712	**5 808**

Source : Dares - Poem

Les contrats aidés

Les contrats aidés par zone d'emploi à La Réunion en 2025

Zone d'emploi	CIE		PEC	
	Nombre d'entrées en 2025	Nombre de personnes à fin 2025	Nombre d'entrées en 2025	Nombre de personnes à fin 2025
L'Est	24	0	1 448	1 072
L'Ouest	78	0	1 934	1 495
Le Nord	58	ss	2 318	1 907
Le Sud	154	0	4 254	3 123
La Réunion	**314**	**ss**	**9 954**	**7 597**

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur marchand par zone d'emploi à La Réunion en 2025 (effectifs et %)

CUI-CIE	L'Est	L'Ouest	Le Nord	Le Sud	La Réunion
Ensemble	**24**	**78**	**58**	**154**	**314**
Femmes	25%	60%	43%	47%	48%
Moins de 26 ans	12%	19%	14%	18%	17%
50 ans ou plus	25%	19%	31%	24%	24%
CDD	58%	41%	36%	47%	44%
Travailleurs handicapés	4%	5%	10%	6%	6%
Bénéficiaires du RSA	54%	22%	16%	21%	23%
BEP, CAP, formation de courte durée ou limitée à la scolarité obligatoire	67%	63%	41%	57%	56%
Baccalauréat général ou professionnel ou Brevet de technicien	21%	21%	26%	21%	22%

*(ss) secret statistique

Source : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction juil. 2026

Les contrats aidés

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand par zone d'emploi à La Réunion en 2025 (effectifs et %)

CUI-PEC	L'Est	L'Ouest	Le Nord	Le Sud	La Réunion
Ensemble	**1 448**	**1 934**	**2 318**	**4 254**	**9 954**
Femmes	49%	59%	61%	56%	57%
Moins de 26 ans	14%	13%	12%	11%	12%
50 ans ou plus	40%	50%	43%	42%	43%
CDD	100%	100%	100%	100%	100%
Travailleurs handicapés	3%	4%	3%	4%	3%
Bénéficiaires du RSA	47%	44%	49%	44%	46%
BEP, CAP, formation de courte durée ou limitée à la scolarité obligatoire	79%	85%	78%	78%	80%
Baccalauréat général ou professionnel ou Brevet de technicien	16%	11%	17%	17%	16%

Source : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction juil. 2026

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Nombre d'entrées en insertion par l'activité économique (IAE) par zone d'emploi à La Réunion en 2025

	L'Est	L'Ouest	Le Nord	Le Sud	La Réunion
Atelier de chantier d'insertion (ACI)	244	588	738	279	**1 849**
Association intermédiaire (AI)	0	0	1 167	0	**1 167**
Entreprise d'insertion (EI)	12	26	67	26	**131**
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	0	1 299	509	32	**1 840**
Ensemble	**256**	**1 913**	**2 481**	**337**	**4 987**

Source : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction juil. 2026

Nombre de structures en insertion par l'activité économique (IAE) actives par zone d'emploi à La Réunion en 2025

	L'Est	L'Ouest	Le Nord	Le Sud	La Réunion
ACI	10	17 (dont 1 SIAE en milieu pénitentiaire)	19 (dont 2 SIAE en milieu pénitentiaire)	11	**57**
AI	0	0	3	0	**3**
EI	1	4	10	3	**18**
ETTI	0	5	2	1	**8**
Ensemble	**11**	**26**	**35**	**16**	**88**

Source : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction juil. 2026

Nombre de chantiers ACI par zone d'emploi à La Réunion en 2025

Zone d'emploi	Nombre de chantiers ACI
Nord	24
Est	16
Sud	20
Ouest	26

Source : Données internes 2025 du service Insertion dans l'Emploi

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Caractéristiques des entrées en insertion par l'activité économique (IAE) par zone d'emploi à La Réunion en 2025 (effectifs et %)

	L'Est	L'Ouest	Le Nord	Le Sud	La Réunion
Ensemble	**256**	**1 913**	**2 481**	**337**	**4 987**
Femmes	38%	29%	43%	29%	36%
Moins de 26 ans	28%	27%	21%	23%	24%
50 ans ou plus	26%	17%	21%	23%	20%
Bénéficiaires de minima sociaux	54%	28%	35%	47%	34%
Allocataires de l'AAH lors de l'embauche	1%	1%	1%	1%	1%
Allocataires du RSA lors de l'embauche	45%	24%	30%	37%	29%
Allocataires de l'ASS lors de l'embauche	11%	4%	4%	9%	5%
CDD d'usage	0%	0%	47%	0%	23%
Contrat de mission	0%	68%	21%	9%	37%

Source : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction juil. 2026

L'apprentissage

Caractéristiques des entrées en apprentissage par zone d'emploi à La Réunion en 2025

Apprentissage	L'Est	L'Ouest	Le Nord	Le Sud	La Réunion
Ensemble	**1 707**	**3 490**	**4 254**	**4 676**	**14 127**
Femmes	42%	49%	49%	46%	47%
Moins de 26 ans	91%	90%	90%	93%	91%
Précédemment en apprentissage (y compris rupture)	24%	27%	23%	22%	24%
Personnes à la recherche d'un emploi avant l'entrée en apprentissage	33%	27%	28%	25%	27%
Apprentis dans le secteur tertiaire marchand	68%	77%	70%	75%	73%
Préparent un diplôme de niveau Bac ou plus	74%	75%	77%	74%	75%

Source : Dares - SIA, extraction sept. 2026

L'activité partielle

Données de l'activité partielle à La Réunion

Date	Nombre de DI	Effectif en DI	ETP en DI	Heures en DI	Montant demandé en DI (€)
2020-T1	12 280	23 495	7 565	3 442 980	32 917 940
2020-T2	29 675	54 445	31 285	14 234 680	138 643 390
2020-T3	5 110	8 020	3 360	1 645 225	16 410 180
2020-T4	3 350	5 725	2 460	1 120 165	11 480 265
2021-T1	3 860	7 665	3 110	1 416 025	14 308 325
2021-T2	6 010	12 150	5 605	2 549 670	24 430 000
2021-T3	3 960	7 895	2 985	1 357 085	12 303 050
2021-T4	1 245	2 810	825	374 950	3 725 340
2022-T1	1 390	3 575	1 135	516 955	4 852 650
2022-T2	220	770	185	85 290	828 500
2022-T3	145	430	115	52 950	480 805
2022-T4	90	320	80	35 620	323 960
2023-T1	105	255	90	40 555	352 045
2023-T2	65	125	50	22 905	197 850
2023-T3	65	125	60	28 145	239 170
2023-T4	40	95	40	18 955	160 975
2024-T1	235	880	155	71 070	600 165
2024-T2	45	195	85	38 195	367 700
2024-T3	45	195	120	54 750	490 390
2024-T4	45	160	90	41 530	349 010
2025-T1	280	645	140	64 830	537 215
2025-T2	145	215	115	51 710	434 410
2025-T3	85	130	65	29 995	253 125
2025-T4	70	100	50	23 275	202 230

DI : demande d'indemnisation
Champ : salariés du secteur privé
Notes : Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.
Les effectifs en équivalent temps plein sont obtenus à partir du nombre d'heures chômées en divisant le nombre d'heures chômées par 140 ou 175 heures selon que le mois comporte quatre ou cinq semaines d'indemnisation. Une semaine d'indemnisation est attribuée en integralité au mois durant lequel elle compte le plus de jours (lundi au vendredi).

Sources : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares

L'activité partielle

Données de l'activité partielle à La Réunion par secteur d'activité au quatrième trimestre 2025

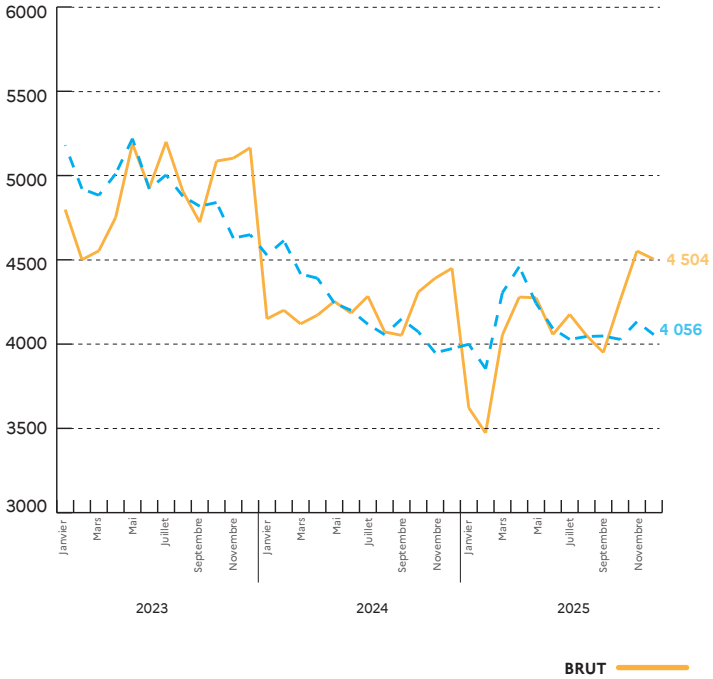
Secteur d'activité (A10)	Nombre de DI	Effectif en DI	ETP en DI	Heures en DI	Montant demandé en DI (€)
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0	0	125	1 060
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	15	25	10	4 595	38 745
Construction	10	10	5	2 420	21 780
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	25	30	10	5 975	50 360
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	5	5	5	1 275	11 330
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	5	15	10	4 000	36 285
Autres activités de services	10	15	10	4 880	42 680

DI : demande d'indemnisation
Champ : salariés du secteur privé
Notes : Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.
Les effectifs en équivalent temps plein sont obtenus à partir du nombre d'heures chômées en divisant le nombre d'heures chômées par 140 ou 175 heures selon que le mois comporte quatre ou cinq semaines d'indemnisation. Une semaine d'indemnisation est attribuée en integralité au mois durant lequel elle compte le plus de jours (lundi au vendredi).

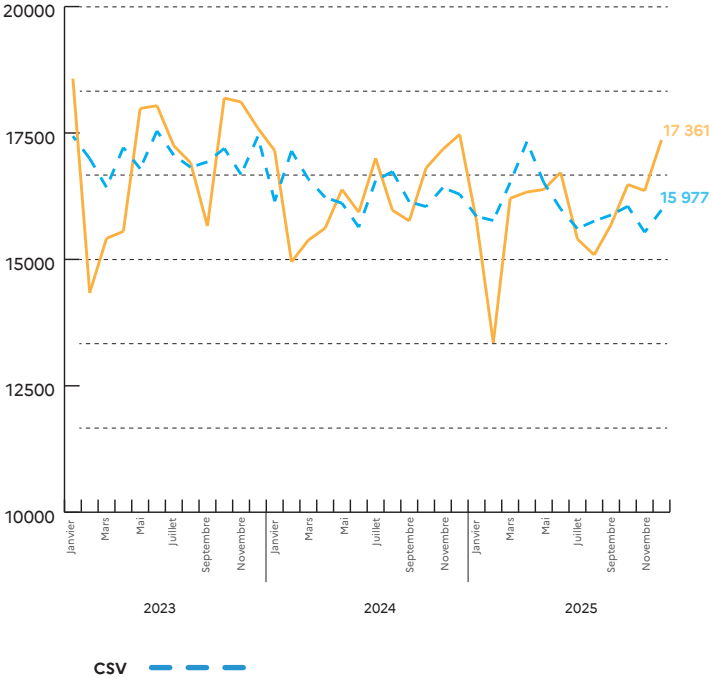
Sources : SI APART/DSN -- ASP/DGEFP/Dares

L'intérim

Evolution du nombre d'intérimaires entre 2023 et 2025 à La Réunion



Evolution du nombre de contrats conclus entre 2023 et 2025 à La Réunion



BRUT — CSV

Note : Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur.

Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2026.

L'intérim

Evolution trimestrielle de l'intérim entre 2023 et 2025 à La Réunion (données CVS*)

Trimestres	Nombre d'intérimaires	Volume de travail temporaire en ETP	Taux de recours
2023-T1	4 883	5 196	1,70%
2023-T2	4 920	5 195	1,70%
2023-T3	4 818	5 096	1,60%
2023-T4	4 649	4 891	1,60%
2024-T1	4 416	4 623	1,50%
2024-T2	4 200	4 423	1,40%
2024-T3	4 149	4 313	1,40%
2024-T4	3 973	4 186	1,40%
2025-T1	4 305	4 285	1,50%
2025-T2	4 092	4 422	1,40%
2025-T3	4 048	4 221	1,40%
2025-T4	4 056	4 269	1,40%

*corrigées des variations saisonnières

Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2026.

L'intérim

L'intérim par secteur d'activité à La Réunion en décembre 2025 (données CVS)

Libellé secteur	Nombre d'intérimaires	Volume de travail temporaire en ETP	Nombre de contrats conclus
Agriculture, sylviculture et pêche	19	18	56
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	1 057	1 077	4 461
Construction	1 171	1 073	1 441
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 235	1 474	7 722
Information et communication	26	33	94
Activités financières et d'assurance	41	45	91
Activités immobilières	9	10	21
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	365	398	1 524
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	97	86	263
Autres activités de services	36	43	304
Ensemble	**4 056**	**4 256**	**15 977**

Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2026.

La formation

Nombre d'organismes de formation actifs à La Réunion entre 2020 et 2025 selon les micro-région

	Avant 2020	2020	2021	2022	2023	2024	2025
L'Est	66	80	100	124	171	189	217
Le Nord	217	255	345	449	584	851	892
L'Ouest	223	299	395	520	642	544	602
Le Sud	192	237	332	441	576	688	775
La Réunion	**698**	**871**	**1172**	**1534**	**1973**	**2272**	**2486**

Nombre de CFA déclarés selon les micro-régions en 2025

Micro-région	Nombre de CFA déclarés en 2024	Nombre de CFA déclarés en 2025	Nombre total de CFA déclarés à la Réunion
L'Est	5	5	31
Le Nord	5	4	83
L'Ouest	2	3	37
Le Sud	10	4	61
La Réunion	**22**	**16**	**212**

Typologie des stagiaires ayant bénéficié de la formation en 2025

Type de stagiaires des organismes de formation	Nombre total de stagiaires ou d'apprentis	Nombre total d'heures de formation suivies par les stagaires et les apprentis
Salariés d'employeurs privés hors apprentis	92 332	1 852 214
Apprentis	24 530	5 213 103
Personnes en recherche d'emploi formées	36 578	6 605 027
Particuliers à leurs propres frais formés	17 849	817 620
Autres stagiaires	34 779	1 188 773
Total	**206 068**	**15 676 737**

Source : monactiviteformation - extraction juillet 2026, Service Régional de Contrôle de la DEETS de La Réunion

La formation

Typologie des formations dispensées en 2025

	Nombre total de stagiaires ou d'apprentis	Nombre total d'heures de formation suivies par les stagiaires et les apprentis
Formations visant un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification professionnelle enregistré au Répertoire national des certifications profesionnelles (RNCP)	43 119	10 481 111
dont de niveau 6 à 8 (Licence, Master, diplôme d'ingénieur, Doctorat,...)	7 727	2 078 674
dont de niveau 5 (BTS, DUT, écoles de formation sanitaire et sociale)	8 833	2 300 123
dont de niveau 4 (BAC professionnel, BT, BP, BM,...)	9 275	2 261 225
dont de niveau 3 (BEP, CAP,...)	11 838	3 231 208
dont de niveau 2	1 391	125 617
dont certificat de qualification profesionnelle (CQP) sans niveau de qualification	611	100 995
Formations visant une certification (dont CQP) ou une habilitation enregistrée au répertoire spécifique (RS)	6 553	284 301
Formations visant un CQP non enregistré au RNCP ou au RS	4 719	232 365
Autres formations professionnelles	147 645	4 592 353
Bilans de compétences	1 629	43 879
Actions d'accompagnement à la VAE	2 403	42728
Total	**245 743**	**5 195 626**

Source : monactiviteformation - extraction juillet 2026, Service Régional de Contrôle de la DEETS de La Réunion



POLITIQUE DU TRAVAIL

Mesure d'audience et négociation collective

Résultat de la mesure d'audience cycle 2021-2024

	Suffrages exprimés	%
CFDT	13 370	28,7
CFE-CGC	2 213	4,7
CFTC	4 503	9,7
CGT	10 564	22,7
FO	7 903	16,9
SOLIDAIRES	1 580	3,4
UNSA	2 348	5,0
UR 974	2 760	5,9

Note : Ces résultats mesurent uniquement les audiences réalisées par les organisations syndicales en agrégeant les résultats 1ers tours CSE des établissements localisés sur la région entre le 01/01/2021 au 31/12/2024 ainsi que les résultats du scrutin TPE organisés en 2024 et les résultats des chambres d'agriculture départementales organisées en 2025. Ces résultats n'ont pas vocation à être assimilés à une mesure de représentativité matérialisée par un arrêté qui est uniquement prévue par le code du travail au niveau national et interprofessionnel et au niveau d'une branche professionnelle.

Source : Données internes du Pôle Relation du travail et Dialogue social de la DEETS de La Réunion

Mesure d'audience et négociation collective

Négociation collective en 2025*

Nombre de textes déposés	1 058
Thématiques traitées par les accords :	
Epargne salariale	45%
Salaires / rémunérations	20%
Durée du travail / repos	12%
Égalité professionnelle femmes-hommes	10%
Droit syndical et représentation du personnel	2%
Emploi / GPEC	2%
Prévoyance / protection sociale complémentaire	4%
Conditions de travail	3%
Classification	1%
Formation professionnelle	1%

*données provisoires

Source : Données interne du Pôle travail et dialogue social, extraction de DACCORD août 2026

Les accidents du travail

Répartition des accidents du travail par secteur d'activité à La Réunion survenus en 2025

Secteurs d'activité (CTN)*	Nombre d'accidents du travail	Nb AT*** avec IP**>=10%
Industrie de la métallurgie	295	6
Industrie du bâtiment et des travaux publics (BTP)	630	27
Industrie des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	904	31
Industrie et commerce de l'alimentation	1 358	30
Industrie de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie	41	0
Industrie du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux, des pierres et terre à feu	65	3
Commerces non alimentaires	539	10
Activités de services I (banques, assurances, administrations…	753	17
Activités de services II (travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage…)	1 891	55

Source : CGSS de La Réunion

6 476
accidents du travail en 2025

386
AT avec une Incapacité Permanent Partielle (soit 6% des AT) dont

179
avec une IP>= 10% (soit 2,8% des AT)

*Comité technique national
**Incapacité permanente
***Accidents du travail

Les maladies professionnelles

Répartition des maladies professionnelles par secteur d'activité à La Réunion survenues en 2025

Secteurs d'activité (CTN)*	Nombre de maladies professionnelles	Nb maladies graves (IP** >=10%)
Industrie de la métallurgie	22	3
Industrie du bâtiment et des travaux publics (BTP)	56	22
Industrie des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	31	9
Industrie et commerce de l'alimentation	120	33
Industrie de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie	0	1
Industrie du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux, des pierres et terre à feu	5	1
Commerces non alimentaires	26	10
Activités de services I (banques, assurances, administrations…	60	13
Activités de services II (travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage…)	94	24
Compte spécial des maladies professionnelles	26	11

440
maladies professionnelles en 2025

127
MP* avec une IP>= 10% (soit 29% des MP)**

*Comité technique national
** Incapacité partielle permanente
***Maladies professionnelles

Source : CGSS de La Réunion





HÉBERGEMENT ET RÉINSERTION SOCIALE

Les logements sociaux

Le parc locatif social à La Réunion au 1er janvier 2025

Zone	Nombre de logements sociaux au 01/01/2025	Evolution 2024-2025	Part de logements en QPV	Part des logements individuels	Part des logements collectifs	Part des logements étudiants
Total France hexagonale	5 210 208	0,5%	30,4%	15,2%	84,8%	3%
Total DROM	186 051	1,3%	46,6%	12,9%	87,1%	1%
La Réunion	84 988	1,8%	53,3%	12,7%	87,3%	1%
CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	13 516	1,6%	58,2%	12,2%	87,8%	2%
CA du Sud	8 239	5,0%	48,4%	16,1%	83,9%	5%
CA Intercommunale de la Réunion Est (CIREST)	12 635	1,8%	51,4%	17,6%	82,4%	0%
CA Territoire de la Côte Ouest (TCO)	20 438	1%	56,5%	15,6%	84,4%	0%
CA Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR)	30 160	1,7%	51,1%	7,9%	92,1%	1%

Source : RPLS au 1er janvier 2025

Les logements sociaux

84 988

logements sociaux au 1er janvier 2025

Evolution 2024-2025

1,8%

1 805

nouveaux logements mis en service sur un an

Taux de vacance

1,1%

Source : RPLS au 1er janvier 2025

Le droit au logement

Recours au droit au logement opposable (DALO) et au droit à l'hébergement opposable (DAHO) en 2025

12
Commissions de médiation (COMED) tenues, avec

2 208
dossiers examinés

130 000€
d'astreintes versés au Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement au titre des astreintes liées au droit au logement opposable

3 040
recours DALO enregistrés

500
ménages relogés au cours de l'année

220
recours DAHO enregistrés

Décisions favorables :

502 ménages reconnus prioritaires et devant être relogés en urgence au titre du DALO

105 personnes reconnues prioritaires pour un accès à une structure d'hébergement au titre du DAHO

Bilan 2025 de la Commission de conciliation (CDC)

8
séances

53
dossiers examinés en CDC relatifs aux litiges suivants :
- 19 en lien avec les réparations locatives
- 32 sur le dépôt de garantie
- 1 sur les charges locatives
- 1 reévaluation du loyer lors du renouvellement de bail

Source : Données internes 2025 du service de la rue au logement de la DEETS de La Réunion

Hébergement des personnes en difficulté

Accueil, orientation et mise à l'abri



56 644
appels pris en charge par le 115,

dont

35 819
demandes d'hébergement d'urgence

66,5 %
des demandes ayant donné lieu à une orientation vers un dispositif d'hébergement d'urgence

2 658
nouvelles demandes d'insertion ou de logement adapté déposées dans le SI-SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation)

4 accueils de jour
et des maraudes bénévoles pour les personnes sans domicile

Hébergement d'urgence et d'insertion

670
places d'hébergement d'urgence et d'insertion

136
places en allocation de logement temporaire (ALT)

une capacité annuelle globale de
294 190
nuitées

Source : Données internes 2025 du Service de la rue au logement de la DEETS de La Réunion

Hébergement des personnes en difficulté

Les logements adaptés

10
maisons relais, soit
204
places

2
foyers de jeunes travailleurs (FJT), soit
116
places

120
places dans le dispositif « Un chez-soi d'abord », dont
20
dédiées aux jeunes

une capacité annuelle globale de
160 600
nuitées

Accès au logement ordinaire

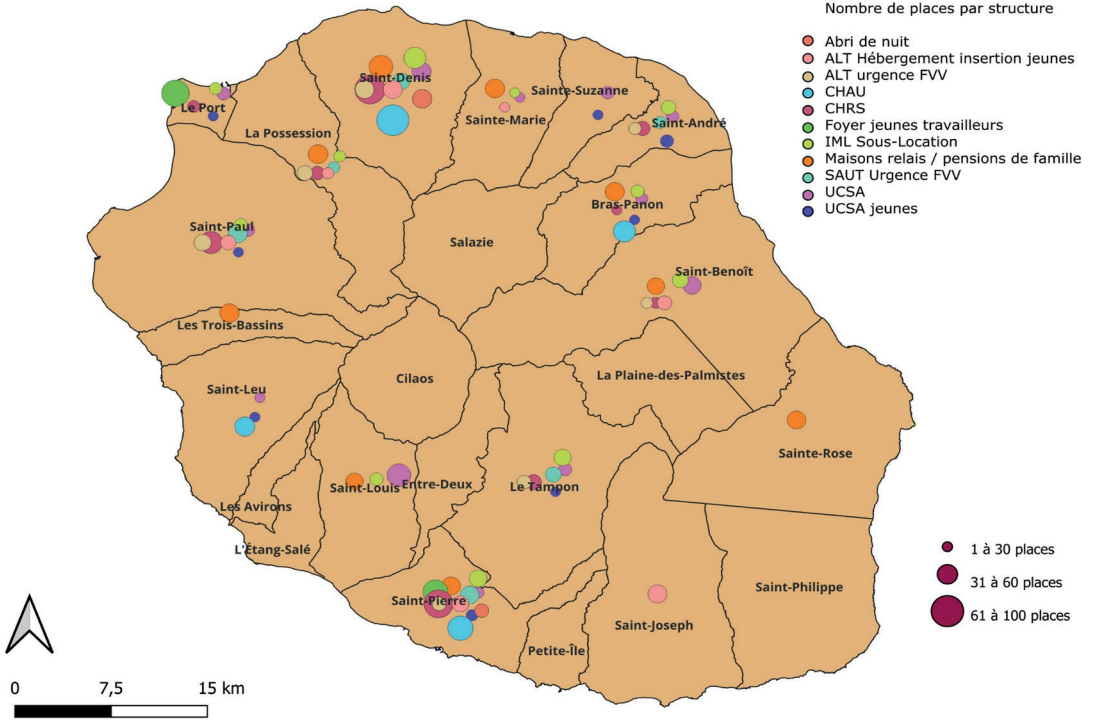
683
logements du contingent préfectoral destinés aux publics prioritaires (femmes victimes de violences, personnes sans domicile, ménages relevant du DALO)

1 730
places en intermédiation locative, par glissement de bail ou sous-location

470
mesures d'Accompagnement vers et dans le logement (AVDL)

Source : Données internes 2025 du Service de la rue au logement de la DEETS de La Réunion

Hébergement des personnes en difficulté

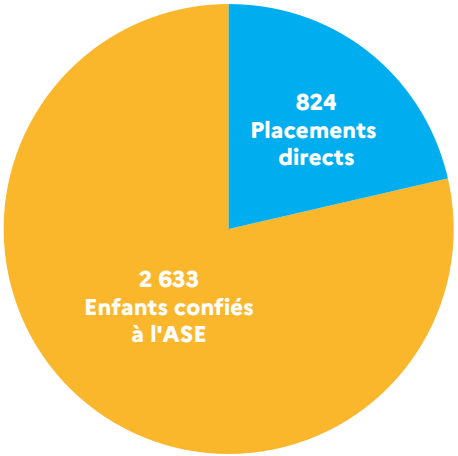


Source : Données internes 2026 du Service de la rue au logement ; Traitement SESE de La Réunion

L'aide sociale à l'enfance (ASE)

3 457

enfants accueillis à l'ASE au 31 décembre 2024



Enfants confiés à l'ASE par type de mesure au 31 décembre 2024

Pupilles	35
Accueil provisoire de mineurs	165
Accueil provisoire de jeunes majeurs	280
Délégation de l'autorité parentale	45
Tutelle déférée à l'ASE	11
Retrait partiel de l'autorité parentale	0
Placement ASE (juge: assistance éducative)	2097
Total enfants confiés à l'ASE	**2633**

Source : DRESS, enquête Aide sociale

L'aide sociale à l'enfance (ASE)

Nombre d'enfants confiés à l'ASE par mode d'hebergement au 31 décembre 2024

Familles d accueil	2 183
Etablissements	450
Adolescents et jeunes majeurs autonomes	0
Autres	0
Total enfants confiés à l'ASE	**2 633**

Placements directs par le juge, au 31 décembre 2024

Placement par le juge auprès d'un tiers digne de confiance	721
Placement par le juge auprès d un établissement ou un service	0
Délégation autorité parentale à un particulier ou à un établissement	103
Total placements directs	**824**

Source : DRESS, enquête Aide sociale

La protection juridique des majeurs

Nombre de personnes prises en charge par des mandataires au 31 décembre 2025

Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels	298
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires	4 578
Nombres de personnes prises en charge par des services préposés d'établissement	123
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires	**4 999**

Le budget en 2025 engagé par l'Etat était de :

10 124 388 €
pour les services mandataires judiciaires

405 040 €
pour les mandataires individuels

58 600 €
pour la mise œuvre de l'information et le soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)

Source : Données internes 2025 du Service protection des publics et solidarités

La protection juridique des majeurs

Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial

Acteurs :
Service délégué aux prestations familiales (SDPF)

31/12/2024	31/12/2025
149	154

Source : Données internes 2025 du Service protection des publics et solidarités



ACTIVITÉS DES SERVICES DE LA DEETS DE LA RÉUNION

Le système de l'inspection du travail

Interventions

47 agents dont **21** agents de contrôles

2 733 interventions (2 540 en 2024)

Suites aux interventions

2 809 suites aux interventions dont **1 935** lettres d'observations

124 mises en demeure dont **22** sur les contrats d'apprentissage

51 procès-verbaux dont **22** pour travail illégal

4 transactions pénales

124 décisions d'arrêts et de reprises de travaux

34 amendes administratives notifiées et 153 000 € recouvrés
(19 amendes administratives notifiées et 182 700 € recouvrés en 2024)

5 fermetures administratives en matière de travail illégal - entre 15 et 30 jours

Source : Données internes 2025 du Pôle Relaton du travail et Dialogue social de la DEETS de La Réunion

Le système de l'inspection du travail

Renseignements délivrés en droit du travail



192
demi-journées d'accueil physique du public

4
journées hors les murs d'accès au droit

1%
concernant les représentants du personnel

5%
concernant la maladie, les accidents du travail, l'inaptitude

2%
concernant l'emploi et la formation

6%
concernant la santé et sécurité au travail

86%
concernant le contrat de travail

Source : Données internes 2025 du Pôle Relation du travail et Dialogue social de la DEETS de La Réunion

Le système de l'inspection du travail

Dialogue social



1 058
accords ou avenants d'entreprises enregistrés (939 en 2024)

6
réunions de médiation et 2 commissions de conciliation (2 réunions de médiation et 3 commissions de conciliation en 2024)

2
réunions du CROCT et 2 du CRPST (3 réunions du CROCT et 4 du CRPST en 2024)

3
réunions de la commission mixte paritaire du BTP (3 en 2024)

Source : Données internes 2025 du Pôle Relation du travail et Dialogue social de la DEETS de La Réunion

Le système de l'inspection du travail

Autres



440

décisions en matière de licenciement de salariés protégés (représentants du personnel, conseillers du salarié…) (301 en 2024)

6

réunions de la commission des enfants du spectacle, concernant 15 mineurs (6 en 2024 pour 32 mineurs)

Source : Données internes 2025 du Pôle Relation du travail et Dialogue social de la DEETS de La Réunion

La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

Activités du Pôle

35
agents
dont 31 enquêteurs

1 248
entreprises contrôlées

139
prélèvements de produits réalisés

2 813
instruments de mesure contrôlés

1 186
détenteurs contrôlés

13
alertes gérées portant sur des produits non alimentaires

117
jours consacrés à la commande publique

3 149
courriers et courriels reçus

2 334
courriers et courriels envoyés

Source : Données internes 2025 du Pôle Concurrence,Conosmmation, Répression des fraudes et Métrologie de la DEETS de La Réunion

La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie



Suites des enquêtes

226
avertissements

150
injonctions administratives

6
indices de pratiques anticoncurrentielles

99
procès-verbaux

1 068 240€
d'amendes pénales

2 198 460€
d'amendes administratives

Taux des délits dans les dossiers pénaux

72%

Source : Données internes 2025 du Pôle Concurrence,Conosmmation, Répression des fraudes et Métrologie de la DEETS de La Réunion

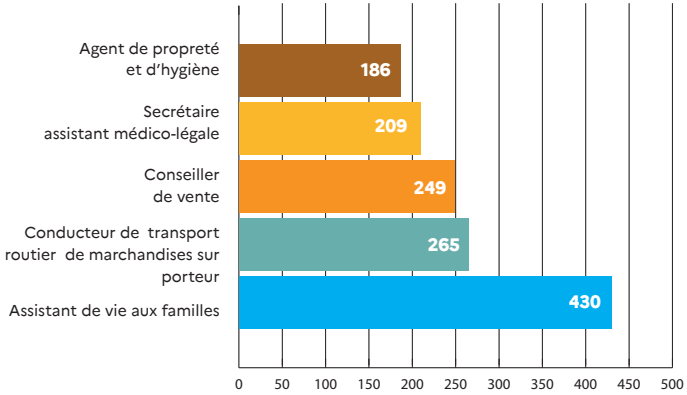
L'activité des titres professionnels

	Année 2024	Année 2025
Nombre de sessions	1 321	1 470
Nombre d'agréments actifs	854	1025
Nombre de demandes d'aménagement d'examen	98	163
Nombre de demandes pour officier en tant que juré de titre professionnel	*731*	765
Nombre de demandes de Validation des aquis et de l'expérience (VAE)	111	73

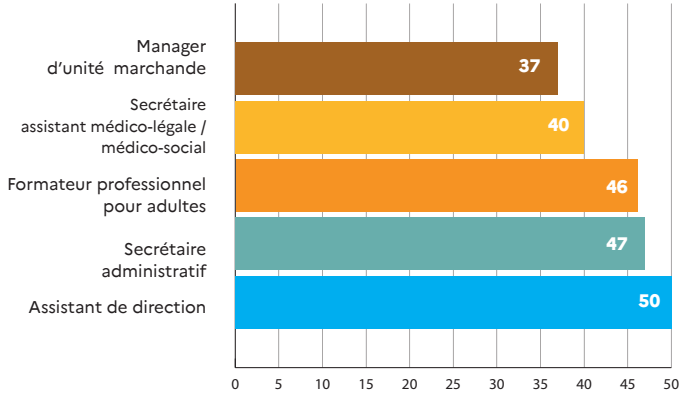
Source : Données internes 2025 du service Politique du Titre de la DEETS de La Réunion

L'activité des titres professionnels

Les principaux titres professionnels passés en 2025



Les principaux agréments actifs en 2025



Source : Données internes 2025 du service Politique du Titre de la DEETS de La Réunion

Le Service régional de contrôle

La formation professionnelle en 2025

	Nombre de contrôles	Montant contrôlé
Contrôles engagés en 2025	15	5 417 644 €
dont contrôles sur place	*10*	*5 336 997 €*
dont contrôles sur pièces	*5*	*80 647 €*

Versement à la DRFIP	**Montant des sanctions proposées au rapport**
Total	**1 586 081 €**
Remboursement au co-contractant	1 028 975 €
Versement au TP pour manœuvres frauduleuses	342 703 €
"Versement au TP pour dépenses et emploi de fonds rejetés "	214 403 €
dont versement à la DRFIP pour autre motif	35 323 €

Autres procédures	**Nombre de contrôles**
Déclaration d'activité annulée	5

Source : Données internes 2025 du Service Régional de Contrôle de la DEETS de La Réunion

Le Service régional de contrôle

Mouvements des organismes de formation

	Organismes de formation privés	Organismes de formation publics	Organismes de formation parapublics	Total
Déclarés au 01/01/2025	1 934	7	8	1 949
Déclarés au 31/12/2025	2 471	7	8	2 486
Déclarés au cours de l'année 2025	537	-	-	537
Refus de délaration d'activité en 2025	77	-	-	77
Cessation d'activité au cours de l'année 2025	24	-	-	24
Déclarations caduques ou annulées au cours de l'année 2025	233	1	-	234

Source : Données internes 2025 du Service Régional de Contrôle de la DEETS de La Réunion

La formation sociale et paramédicale

Secteur social

Nombre de diplômes délivrés

247

(certification initiale + VAE (269 en 2024)

Nombre de candidats

375

(certification initiale + VAE) (362 en 2024)

Nombre de de sessions VAE

10

(7 en 2024)

Nombre de sessions formation initiale

10

(7 en 2024)

en 2025 le social est intervenu sur

8

diplômes d'Etat
(DEAES, DEAF, DETISF, DEASS, DEEJE, CAFERUIS, DEIS),
(7 en 2024)

Nombre de centres de formation

2

(2 en 2024)

Nombre d'autorisations d'exercice demandées

4

(1 en 2024)

Nombre d'autorisations d'exercice délivrées

3

(0 en 2024)

Source : Données internes 2025 de l'unité apprentissage et certification de la DEETS de La Réunion

La formation sociale et paramédicale

Secteur paramédiacal

Nombre de diplômes délivrés
625
(certification initiale + VAE)
(565 en 2024)

Nombre de candidats
709
(certification initiale + VAE)
(709 en 2024)

Nombre de sessions VAE
10
(dont une dernière session pour la VAE IBODE avant passage de la compétence à l'université)
(9 en 2024)

Nombre de sessions formation initiale
10
(31 en 2024)

En 2025 le paramédical est intervenu sur
10
diplômes d'Etat
(Aide-Soignant – Aux Puériculture – Puéricultrice – Infirmier – Masseur Kiné – Psychomotricien – Ambulancier – Ergothérapeute – Infirmier anesthésiste- Cadre de santé)
(10 en 2024)

Nombre de centres de formation
16
(17 en 2024)

Nombre de type de CRAE ouvertes
5
(Masseur Kinésithérapeute – Orthophoniste – Ergothérapeute – Aide-Soignant – Manipulateur d'électrradiologie médicale)
(5 en 2024)

Nombre de commissions régionales d'autorisation d'exercice réalisées en 2024
14
(12 en 2024)

Nombre de demandes d'autorisations d'exercice demandées
30
nouvelles demandes
(20 en 2024)

Nombre d'autorisations d'exercices délivrées
18
(7 en 2024)

Source : Données internes 2025 de l'unité apprentissage et certification de la DEETS de La Réunion

L'aide alimentaire



2 422
tonnes de denrées distribuées
(2 151 en 2024)

88 133
colis distribués
(83 362 en 2024)

273 854
personnes aidées
(281 838 en 2024)

2
têtes de réseau assurant la distribution :

- La Croix rouge française avec 7 unités de distribution et ses 6 points mobiles via le dispositif « la Croix Rouge sur Roue ».
- La Banque alimentaire des mascareignes assurant la distribution de denrées à 17 CCAS et 27 associations habilitées sur le territoire

La Banque Alimentaire des Mascareignes contribue à l'aide alimentaire sur :

46
lieux de distribution
(42 en 2024)

9
lieux de distribution de repas (80 000 repas distribués)
(8 lieux en 2024 pour 75 000 repas distribués)

4
lieux de distribution de colis pour les étudiants (St-Denis, St-Pierre et St-Benoît)
(3 en 2024)

18
Epiceries sociales et solidaires
(21 en 2024)

Source : Données internes 2025 du service protection des publics et solidarités de la DEETS de La Réunion

La politique de la ville



13
contrats de ville pour une population de plus de 180 000 habitants

11
programmes de réussite éducative (PRE)

7
cités de l'emploi

7M€
d'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) coordonné en flux pour 7 bailleurs sociaux

Crédits subvention DGCL / ANCT

13M€

Source : Données internes 2025 du service politique de la ville de la DEETS de La Réunion

La politique de la ville



Un budget de
7,6M€
alloué pour les contrats de ville, cités éducatives, PRE* avec :

439
porteurs subventionnés (375 par arrêté et 64 par convention)

584
actions actives en 2025

Un budget de
6,3M€
alloué au dispositif adultes-relais avec :

211
employeurs subventionnés

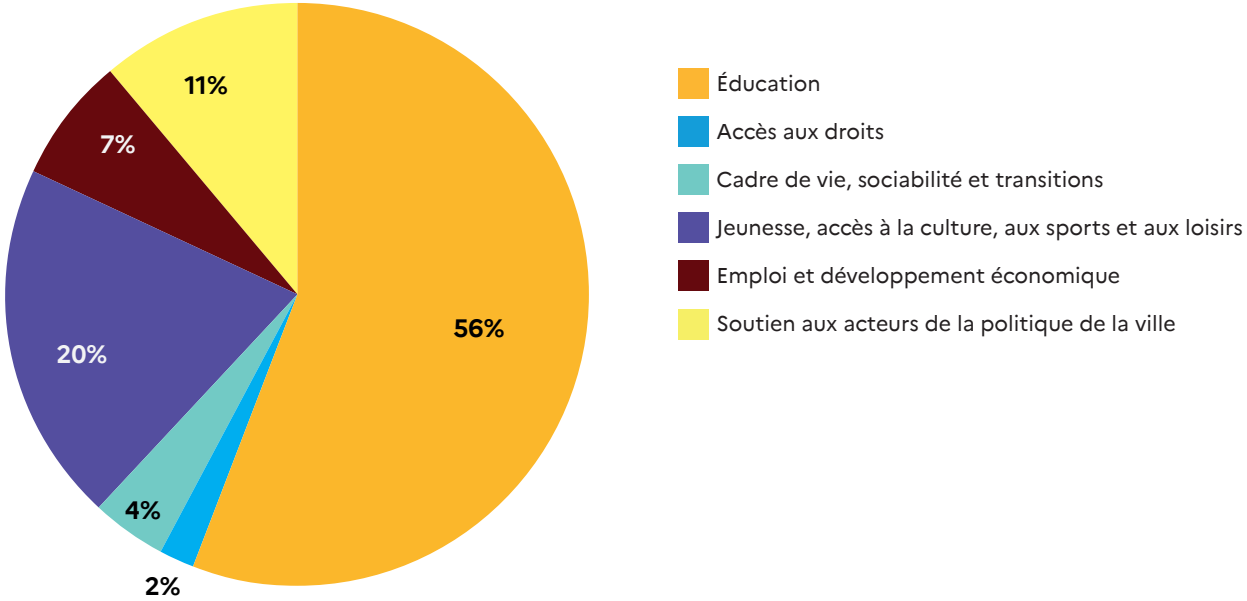
228
adultes-relais

*Projet de Réussite Éducative

Source : Données internes 2025 du service protection des publics et solidarités de la DEETS de La Réunion

La politique de la ville

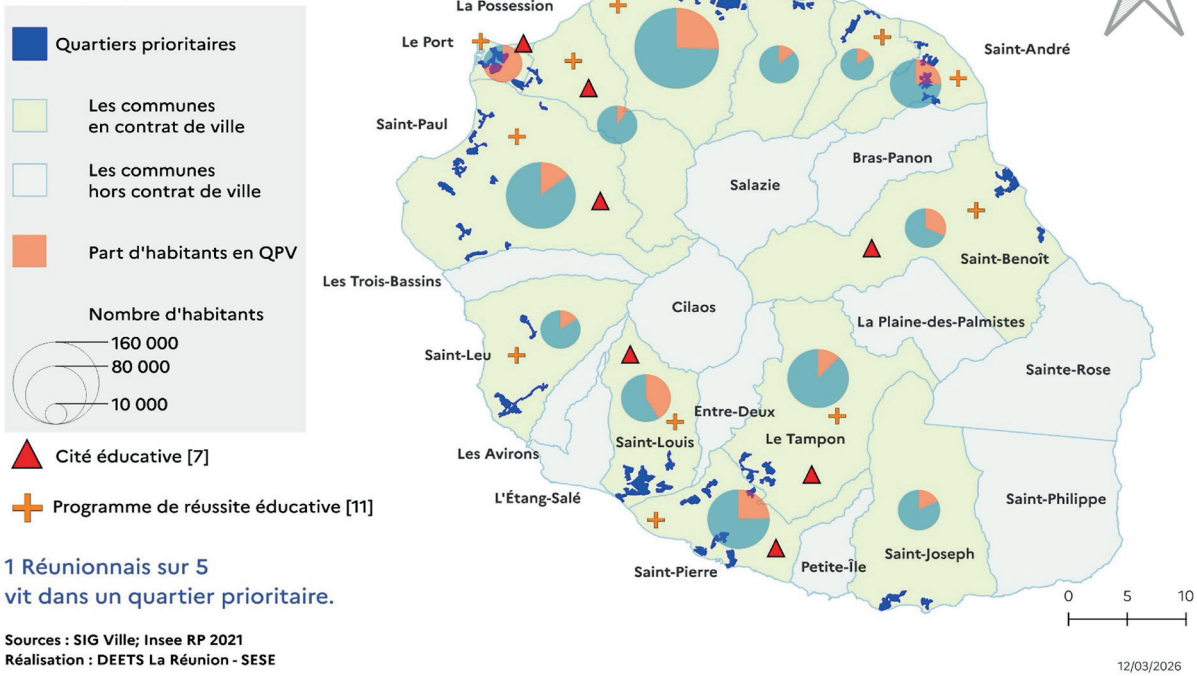
Répartition des subventions par thème de contrat de ville



Source : Données internes 2025 du service politique de la ville de la DEETS de La Réunion

La politique de la ville

13 COMMUNES EN CONTRAT DE VILLE (57 QPV)



1 Réunionnais sur 5 vit dans un quartier prioritaire.

Sources : SIG Ville; Insee RP 2021
Réalisation : DEETS La Réunion - SESE

Source : Données internes 2025 du service politique de la ville de la DEETS de La Réunion, Traitement SESE de La Réunion

Le programme national FSE+ 2021-2027



255 M€
de crédits FSE+ mobilisables par l'État



82 projets
conventionnés



150 M€
de crédits FSE+ conventionnés au 30 juin 2026, soit 59 % de l'enveloppe



20 appels à projets
lancés depuis le début de la programmation

l'Europe s'engage à La Réunion avec le FSE

Cofinancé par l'Union européenne

Source : Données internes 2026 du service Fonds social européen de la DEETS de La Réunion

Glossaire

- **Abri de nuit**
  Structure proposant un accueil et un hébergement pour la nuit aux personnes sans domicile.

- **Action de développement de l'emploi et des compétences (ADEC)**
  Constitue le volet actions d'un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC). Les projets ADEC ont pour objectif d'anticiper les conséquences des mutations économiques, sociales et démographiques sur les emplois et les compétences dans les territoires.

- **Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)**
  Aide financière permettant d'assumer les frais occasionnés par l'emploi d'une tierce personne pour aider le bénéficiaire en situation de handicap dans les actes du quotidien. Elle a été remplacée le 1er janvier 2006 par la prestation de compensation du handicap (PCH) mais les anciens allocataires peuvent continuer à en bénéficier.

- **Allocation personnalisée d'autonomie (APA)**
  Elle est destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus, en perte d'autonomie, qui ont besoin d'aide pour accomplir les actes de la vie courante, ou dont l'état de santé nécessite une surveillance constante.

- **ALT – Hébergement insertion jeunes**
  Aide au logement temporaire destinée à favoriser l'accès au logement des jeunes en difficulté.

- **ALT – Urgence FVV**
  Aide au logement temporaire destinée aux femmes victimes de violences.

- **Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA)**
  Foyer ou dispositif hôtelier spécialisé pour l'hébergement des demandeurs d'asile durant le temps d'examen de leur demande.

- **Centre d'hébergement d'urgence (CHAU)**
  Accueil et mise à l'abri de personnes sans domicile en situation de détresse.

- **Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)**
  Catégorie d'établissements sociaux intervenant dans le domaine de l'accueil, de l'hébergement et de la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'exclusion.

- **Complémentaire santé solidaire sans et avec participation financière (CSS, C2S, CSP)**
  La CSS remplace la couverture maladie universelle (CMU). Cette aide financière permet de bénéficier d'une mutuelle santé gratuite. En respectant un certain plafond de revenu

et des critères définis, il est possible de bénéficier de la CSS sans aucune participation financière.

- **Contrat aidé / emploi aidé**
  Contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et leur nombre est piloté par les pouvoirs publics.

- **Contrat d'engagement jeune (CEJ)**
  Destiné aux jeunes de moins de 26 ans sans emploi et à ceux de 26 à 30 ans non indemnisables par l'Unédic. Il vise à développer des activités d'utilité sociale répondant à des besoins émergents ou non satisfaits. Il peut être signé par les établissements scolaires, la Police nationale, les collectivités territoriales, les établissements publics et les associations.

- **Contrat unique d'insertion (CUI-CIE)**
  Contrat dans le secteur marchand qui facilite, grâce à une aide financière pour l'employeur, l'accès durable à l'emploi des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Il permet des recrutements en CDI ou CDD.

- **Contrat unique d'insertion – Parcours emploi compétences (CUI-PEC)**
  Le CUI est un contrat de travail conclu entre un employeur qui va percevoir une aide financière et un salarié qui va bénéficier d'une aide à l'insertion professionnelle. Le CUI-CAE s'adresse au secteur non marchand, public ou associatif. Le parcours emploi compétences (PEC) remplace les CUI-CAE et renforce l'accompagnement.

- **Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)**
  Personnes inscrites à France Travail et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

- **DEFM de catégorie A**
  Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

- **DEFM de catégorie B**
  Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

- **DEFM de catégorie C**
  Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures).

- **DEFM de catégorie D**
  Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie, etc.), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi et en contrat de sécurisation professionnelle (CSP).

- **DEFM de catégorie E**
  Demandeurs d'emploi non tenus de faire de actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

• **DEFM de catégorie F**
Personnes inscrites à France Travail orientées vers un parcours d'accompagnement à vocation sociale, en raison de difficultés faisant obstacle à leur accès à l'emploi.

• **DEFM de catégorie G**
Bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) inscrits à France Travail, en attente d'une orientation vers un parcours d'accompagnement.

• **Enfants confiés à l'ASE**
Lorsque la protection de l'enfant le nécessite, le juge des enfants peut décider de confier un mineur au service de l'ASE (aide sociale à l'enfance) du département. L'accueil et l'hébergement se réalisent soit en MECS (maisons d'enfants à caractère social), soit dans un EPDEF (établissement public départemental de l'enfance et la famille), soit au domicile d'un assistant familial. Les mineurs sont confiés à l'ASE conformément aux dispositions des articles 375 et 375-3 du Code Civil : «lorsque les conditions de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises».

• **Foyers de jeunes travailleurs (FJT)**
Logement temporaire destiné principalement aux jeunes en activité, en formation ou en insertion professionnelle.

• **Foyers de travailleurs migrants (FTM)**
Solution d'habitat pour des travailleurs d'origine étrangère.

• **Halo du chômage**
Composé de personnes sans emploi qui, soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler, soit n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent mais souhaitent travailler, qu'elles soient disponibles ou non. Le halo regroupe donc les personnes inactives au sens du BIT (ni en emploi, ni au chômage), mais proches du marché du travail.

• **Indices concurrence détectés**
Enquêtes de concurrence proposées à la suite de constatations du pôle C.

• **Indices en enquête**
Enquêtes validées et à l'analyse de la DGCCRF.

• **Insertion par l'activité économique (IAE)**
Permet à des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles de bénéficier d'un contrat de travail. L'IAE peut comprendre des actions de formation.

• **Intermédiation locative (IML)– Sous-location**
Dispositif dans lequel une association loue un logement à un propriétaire puis le sous-loue à une personne accompagnée.

• **Maison relais ou pension de famille**
Structures proposant un logement durable à des personnes ayant connu des parcours de vie difficiles, avec une présence et un accompagnement adapté.

• **Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF)**
Un dispositif prononcé par le juge dans l'objectif d'assurer une gestion adéquate des prestations familiales, dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle peut être mise en œuvre lorsque des difficultés de gestion budgétaire ont des répercussions sur les conditions de vie des enfants

(retards de paiement du loyer, absence de soins, difficultés d'accès à l'alimentation ou au matériel scolaire, etc).

- **Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)**
  Nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales. Il concerne tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus.

- **Placements directs à un établissement au titre de l'assistance éducative**
  Mesure judiciaire qui confie un enfant à un établissement d'éducation ; celui-ci est chargé d'apporter aide et conseil à l'enfant et à sa famille afin de surmonter leurs difficultés sociales et éducatives. L'établissement chargé de cette mesure accompagne l'enfant dans tous les aspects de sa vie en lien avec les détenteurs de l'autorité parentale. Sont concernés les mineurs non émancipés dont la santé, la sécurité, la moralité sont en danger ou dont les conditions d'éducation et/ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromis (selon le texte de loi du 5 mars 2007), et pour lesquels le Juge des enfants a ouvert un dossier d'assistance éducative.

- **Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)**
  Dispositif dont l'objectif est de conserver le plus d'emplois possible. Il doit proposer des mesures de reclassement et des actions pour créer de l'activité. Éventuellement, il peut prévoir des primes de départ volontaire.

- **Population active**
  Regroupe les personnes en emploi et les personnes au chômage. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales : au sens du BIT, au sens du recensement de la population, au sens de la comptabilité nationale.

- **Population active au sens du BIT**
  Comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT. La personne en emploi au sens du BIT est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congés annuels, maladie, maternité,etc.) et de durée. Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

- **Population active au sens de la comptabilité nationale**
  Toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre nécessaire aux activités de production (telles que retenues dans la définition de la production du système de comptabilité nationale, SCN). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou non-salariés) ou comme chômeurs.

- **Population active au sens du recensement de la population**
  Comprend les personnes qui déclarent :
  - exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
  - aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;

- être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

• **Prestation de compensation du handicap (PCH)**
Aide financière destinée à compenser la perte d'autonomie des personnes en situation de handicap dans la vie quotidienne, y compris la vie sociale.

• **Prime d'activité**
Elle a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non-salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat. Il faut avoir plus de 18 ans pour prétendre à cette aide sociale.

• **Rapport interdécile**
Les rapports interdéciles des revenus permettent d'identifier les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Ainsi, le rapport interdécile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10% les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10% les plus modestes.

• **Revenu de solidarité active (RSA)**
Il assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Le RSA est ouvert, sous certaines conditions, aux personnes d'au moins 25 ans et aux jeunes actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle.

• **Taux d'activité**
Rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population âgée de 15 à 64 ans, ou à une sous-catégorie de la population (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

• **Taux de chômage**
Rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (en emploi ou au chômage).

• **Taux d'emploi**
Rapporte le nombre de personnes en emploi à la population totale.

• **Taux de vacance**
Part des logements vacants dans l'ensemble des logements. Il peut être calculé à partir du recensement de la population.

• **Un Chez-Soi d'Abord (UCSA)**
Dispositif permettant à des personnes sans domicile présentant des troubles psychiques sévères d'accéder directement à un logement ordinaire avec un accompagnement adapté.

• **Un Chez-Soi d'Abord (UCSA) Jeunes**
Déclinaison du dispositif Un Chez-Soi d'Abord destinée aux jeunes concernés, avec un accès au logement et un accompagnement adapté.

• **Unédic**
Association chargée par délégation de service public de la gestion de l'assurance chômage en France, en coopération avec France Travail.

Lexique

AGEFIPH : Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

Allstat : Fichier statistique des allocataires des Caf

ANCT : Agence nationale de la cohésion des territoires

ASP : Agence de services et de paiements

BIT : Bureau international du travail

CAF : Caisse d'allocations familiales

CAFERUIS : Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale

CNAF : Caisse nationale d'allocations familiales

CNAM : Caisse nationale de l'assurance maladie

CNAMTS : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

CRAE : Commission régionale d'autorisation d'exercice

CVS-CJO : Correction des variations saisonnières – Correction des jours ouvrables

DARES : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

DEAES : Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social

DEAF : Diplôme d'État d'assistant familial

DEASS : Diplôme d'État d'assistant de service social

DEEJE : Diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants

DEIS : Diplôme d'État d'ingénierie sociale

DETISF : Diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale

DGCL : Direction générale des collectivités locales

DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

DGCS : Direction générale de la cohésion sociale

DOETH : Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés

DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

DSN : Déclaration sociale nominative

DSS : Direction de la sécurité sociale

ÉSANE : Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (INSEE)

Finess : Fichier national des établissements sanitaires et sociaux

FNA : Fichier national des allocataires de France Travail

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

IBODE : Infirmier en bloc opératoire diplômé d'État

ISD : Indicateurs sociaux départementaux

MSA : Mutualité sociale agricole

SDES : Service des données et études statistiques

SI APART : Système d'information sur l'activité partielle

STMT : Statistique trimestrielle du marché du travail

SIAE : Structure d'insertion pour l'activité économique

Direction de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de La Réunion

Directeur de publication
Arnaud POULY, directeur

Coordination
MAPS – Service Etudes Statistiques et Evaluation (SESE)

Relecture
MAPS et service communication

Mise en page et impression
Design system

Novembre 2026

DEETS

DE LA REUNION

Direction
de l'Économie,
de l'Emploi,
du Travail et des Solidarités
de La Réunion

Nous contacter

Par mail :
974.direction@deets.gouv.fr

Par téléphone :
0262 94 07 07

Par courrier :
112, rue de la République
CS 21076 - 97400 Saint-Denis

Retrouver la DEETS sur :
www.reunion.deets.gouv.fr

